AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260327-d2616-CC
en date du 27/03/2026 - REFERENCE ACTE : d2616

DEPARTEMENT
SAVOIE
CANTON MOUTIERS
COMMUNE BRIDES-LES-BAINS

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

DECISION DU MAIRE

DECISION N°26-16

OBJET : COMMUNE DE BRIDES-LES-BAINS / ASSOCIATION APE DE BRIDES-LES-BAINS
Convention d'occupation à titre précaire – Salle La Dova – le dimanche 26 avril 2026

Le Maire,

Vu la délégation accordée par le Conseil Municipal de Brides-les-Bains à Monsieur Bruno PIDEIL, Maire, par délibération n°20.05.19 en date du 5 juin 2020 ;

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son alinéa 5 ;

DECIDE

Article 1 :
La signature d'une convention avec l'association APE de Brides-les-Bains, afin d'organiser un vide grenier, pour la mise à disposition à titre gratuit de la salle La Dova, située 2 rue Chanoine Joly, le dimanche 26 avril 2026.

- Tarif : gratuit
- Caution : 1 500 €

Article 2 :
Les pièces constitutives de cette décision, transmises au contrôle de légalité, seront publiées en annexe de la présente décision dans le registre prévu à cet effet.

Article 3 :
En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rendra compte de cette (ces) décision(s) auprès du Conseil Municipal lors d'une prochaine séance.

Brides-les-Bains, le 16 mars 2026

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES-LES-BAINS (SAVOIE)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260327-d2616-CC
en date du 27/03/2026 ; REFERENCE ACTE : d2616

brides les bains

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA SALLE MULTI-ACTIVITES DOVA
N° CONVENTION : *2026 – n°06*

Entre,
La Commune de Brides-les-Bains, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Bruno PIDEIL, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 5 juin 2020, ci-dessous dénommée « la commune » ;
d'une part,

Et,
Nom : ..... Prénom : .....
Téléphone fixe :..... Téléphone portable : .....
Adresse postale : .....
Adresse courriel : .....

Agissant : pour son propre compte ☐
pour le compte de ☒

Nom de l'association ou de l'organisme : **APE de Brides-les-Bains**
Adresse du siège : **Place de l'Eglise 73570 BRIDES-LES-BAINS**
Nom et prénom du Président : **Fiona LE BARCH** Téléphone : 06.32.21.56.30
Adresse du Président : .....

Ci-dessous dénommée « l'utilisateur ;
d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET :
La présente convention a pour objet la mise à disposition à titre précaire d'une salle multi-activités, propriété de la commune, située 2 rue Chanoine Joly à Brides-les-Bains (73570).

La salle sera mise à disposition de l'utilisateur aux dates et heures suivantes : **le dimanche 26 avril 2026** afin d'organiser un vide grenier.

ARTICLE 2 : DESIGNATION
La commune met à disposition :
- Le bar et la salle ☐
- Le bar, la salle et la cuisine ☒

La salle est louée avec le matériel suivant :
- 35 tables
- 200 chaises
- 3 portants à vêtements pour le vestiaire avec 160 cintres

Elle devra être rendue en respectant le rangement correct de ce matériel.

Mairie de Brides-les-Bains
B.P. 32 – Place du Centenaire
73571 Brides-les-Bains Cedex
Tél. : 04 79 55 21 55 / Fax. : 04 79 55 28 91

ARTICLE 3 : ETAT DES LIEUX D'ENTREE ET DE SORTIE

Un état des lieux est joint à la présente convention, établi contradictoirement par la commune et l'utilisateur, **avant la remise des clés.**

A l'issue de la convention, un état des lieux de sortie sera établi selon les mêmes modalités.

ARTICLE 4 : REMISE DES CLEFS

La commune remet à l'utilisateur dans les 24 heures au plus tard qui précèdent la manifestation, les clés.

Les clés devront être déposées en Mairie aux heures d'ouverture, dans les 24 heures au plus tard qui suivent la manifestation.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION

La présente convention est consentie et acceptée sous les conditions d'utilisation suivantes que l'utilisateur s'oblige à exécuter, à savoir :

5.1. Conditions générales

L'utilisateur prend les locaux mis à disposition dans leur état au jour de l'entrée en jouissance et il usera du tout suivant l'usage sans pouvoir en changer la destination sus indiquée. L'utilisateur doit se conformer aux usages en vigueur et aux règlements de police. Il doit respecter et faire respecter l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif (décret 2006-1386 du 15 novembre 2006). Il doit veiller à ce que la tranquillité des lieux et du voisinage ne soit troublée en aucune manière. Il se charge des éventuels conflits de voisinage du fait de son activité durant toute l'occupation des lieux et ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

L'utilisateur reconnaît avoir reçu l'ensemble des consignes de sécurité liées à l'usage des bâtiments, ainsi qu'avoir désigné un responsable de la sécurité ayant pris connaissance des éléments de sécurité (plan d'évacuation, extincteurs, alarme incendie, lieu pour actionner les trappes de désenfumage, issues de secours...).

5.2. Conditions particulières

L'utilisation de la salle est strictement réglementée. L'utilisateur, s'il s'agit d'une association, s'engage à ne la mettre qu'à disposition de ses adhérents dans le cadre des activités proposées.

Toute utilisation ayant pour but de détourner l'usage défini au précédent alinéa est proscrite. L'inobservation de cette condition entraînera une résiliation immédiate de la présente convention.

5.3. Sous-location

La location, ou sous-location, à titre gracieux ou onéreux, est interdite.

5.4 Astreinte technique

En cas de problème technique uniquement (chaufferie, ventilation, coupure d'électricité...), la personne d'astreinte peut être contactée pour effectuer un dépannage dans la demi-heure. L'astreinte technique n'est pas là pour traiter l'utilisation des matériels de la DOVA (appareils de cuisine, sono...).

La personne d'astreinte est joignable au 06.32.26.63.31.

ARTICLE 6 : CAUTION

La caution si prévue dans la délibération est préalable et obligatoire. Elle sert à couvrir, en partie, les frais de réparation ou de remplacement suite à des dégradations ou disparitions éventuelles de matériel. Si son montant est insuffisant, une facture supplémentaire est établie après utilisation de la salle, état des lieux et inventaire.

La caution sert également à couvrir les éventuels frais relatifs au remplacement d'articles de vaisselle cassée, ou encore aux dégradations constatées à l'intérieur de la salle. Elle peut être conservée, en cas de plainte comme les nuisances sonores par le voisinage ou les dégradations constatées aux biens publics environnants (poubelles, containers, lampadaires...). En cas de nettoyage complémentaire au nettoyage normal, de perte de clé ou de badge d'alarme par exemple, le coût réel du remplacement sera prélevé sur la caution.

La Commune s'engage à rendre cette caution au plus tard dans le mois qui suit l'état des lieux de sortie.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITES - ASSURANCES

La personne signataire, ou l'entité qu'elle représente, s'engage pour l'ensemble des personnes qui accèderont à la salle.

La Commune attire l'attention de l'utilisateur de la nécessité d'assurer la police dans cette salle et ses abords immédiats.

L'utilisateur devra **fournir une attestation d'assurance responsabilité civile à la commune à la signature de la présente convention**. L'assurance responsabilité civile devra couvrir également les dégâts éventuels causés par les personnes fréquentant cette manifestation à concurrence des dommages. Sa responsabilité locative couvre l'ensemble des risques qu'il peut encourir du fait de son activité, notamment les risques INCENDIE, EXPLOSIONS, DOMMAGES ELECTRIQUES, DÉGÂTS DES EAUX, VOL, BRIS DE GLACE, VANDALISME, TERRORISME, etc... et ce à concurrence de la valeur de reconstruction à dire d'expert de l'immeuble (y compris mobilier, agencement et frais divers).

La personne ayant signé la convention de mise à disposition de la salle est considérée comme responsable, en lieu et place des personnes présentes dans la salle pendant son utilisation.

ARTICLE 8 : TARIFS

Le montant de la location ainsi que le montant de la caution seront payés le jour de la réservation.
Ces tarifs sont fixés par décision du Maire en vigueur.

Caution : 1 500 €
Location : gratuit

***Les règlements se font par chèque et sont libellés à l'ordre du Trésor Public*.**

Aucune clé ne sera remise sans les règlements et l'attestation d'assurance responsabilité civile.

ARTICLE 9 : TRIBUNAL ADMINISTRATIF
Tout recours contentieux contre la présente convention devra s'exercer auprès du Tribunal Administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, 38000 GRENOBLE, Téléphone : 04.76.42.90.00.

Fait à **Brides-les-Bains**, le **16 mars 2026**
En deux exemplaires originaux.

L'utilisateur,
Lu et approuvé
La Présidente,
Fiona LE BARCH

Pour la Commune de Brides-les-Bains,

Le Maire
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS (SAVOIE)

DÉPARTEMENT SAVOIE
CANTON MOUTIERS
COMMUNE BRIDES-LES-BAINS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

DÉCISION DU MAIRE

ANNULE ET REMPLACE LA DECISION N° 23-64

DÉCISION N°26-17

OBJET : Création d'une régie de recettes PERROZA

Le Président du Centre Communal d'Action Sociale,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n°2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu les articles R. 1617-1à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales fixant les conditions d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des règles de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu la délibération du conseil municipal n° 17.12.08 en date du 21 décembre 2017 instaurant un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de maniement des fonds susceptible d'être allouée aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics ;

Vu la délibération du 02 octobre 2023 du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la commune approuvant la modification de la régie d'avances et de recettes « Foyer Logement Perroza » en régie de recettes

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire de Moûtiers en date du 31 octobre 2023,

DECIDE

Article 1 : Il est institué une régie de recettes auprès du service « Perroza ».

Article 2 : Cette régie est installée au Foyer Logement Perroza, 3 route de Fontaine – 73570 BRIDES-LES-BAINS.

Article 3 : La régie fonctionne du 1er janvier au 31 décembre de chaque année, et ce à compter du 1er novembre 2023.

Article 4 : La régie encaisse les produits suivants :

1. Loyers au compte d'imputation 752
2. Charges locatives au compte imputation 758
3. Refacturation des frais de nettoyage et remise en état des logements au compte imputation 70878

Article 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1. Par chèque bancaire à l'ordre de la régie de recettes « Perroza »
2. Par virement bancaire
3. Par internet

Elles sont perçues contre remise aux locataires d'une quittance extraite du journal à souches P1RZ.

Article 6 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la DDFIP de Chambéry.

Article 7 : Un fonds de caisse d'un montant de 2000 € (deux mille euros) est mis à disposition du régisseur.

Article 8 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées dans son acte de nomination.

Article 9 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 15 000 € (quinze mille euros). Le montant maximum de la seule encaisse en numéraire est fié à 2 000 € (deux mille euros).

Article 10 : Le régisseur est tenu de verser au comptable public assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9 et au minimum une fois par mois.

Article 11 : Le régisseur est tenu de verser au service finances de la commune de Brides-les-Bains la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

Article 12 : Le régisseur percevra une indemnité de maniement de fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de maniement de fonds lorsqu'il assure le remplacement du régisseur absent, pendant la durée effective où il exerce la fonction de régisseur et selon la réglementation en vigueur.
La durée de remplacement du régisseur ne peut excéder deux mois.

Article 14 : Le Maire et le comptable public assignataire de Moûtiers sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

PRÉFECTURE de la SAVOIE
23 MARS 2026
REÇU

Brides-les-Bains, le 18 mars 2026

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES-LES-BAINS (SAVOIE)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260331-D2618-CC
en date du 31/03/2026 ; REFERENCE ACTE : D2618

DÉPARTEMENT SAVOIE
CANTON MOUTIERS
COMMUNE BRIDES-LES-BAINS

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

DÉCISION DU MAIRE

DÉCISION N°26-18

OBJET : Commune de Brides-les-Bains / Copropriété « Méri-Bellecombe » - La Croix de Savoie Mise à disposition payante de la salle des expositions, le vendredi 27 mars 2026, de 14h à 16h15 pour l'organisation de l'assemblée générale

Le Maire,

Vu la délégation accordée par le Conseil Municipal de Brides-les-Bains à Monsieur Bruno PIDEIL, Maire, par délibération n°20.05.19 en date du 5 juin 2020 ;

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son alinéa 5 ;

DÉCIDE

Article 1 : La signature d'une convention avec La Croix de Savoie pour la mise à disposition, à titre payant de la salle des expositions de la Mairie de Brides-les-Bains, le vendredi 27 mars 2026 de 14h à 16h15 pour l'organisation de l'assemblée générale de la copropriété Méri-Bellecombe.

Article 2 : Les pièces constitutives de cette décision, transmises au contrôle de légalité, seront publiées en annexe de la présente décision dans le registre prévu à cet effet.

Article 3 : En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rendra compte de cette (ces) décision(s) auprès du Conseil Municipal lors d'une prochaine séance.

Brides-les-Bains, le 26 mars 2026

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS (SAVOIE)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260331-D2618-CC
en date du 31/03/2026 ; REFERENCE ACTE : D2618

CONVENTION D'OCCUPATION À TITRE PRÉCAIRE

Salle des expositions

Copropriété « Méri-Bellecombe » - La Croix de Savoie

Vendredi 27 mars 2026, de 14h à 16h15

Entre,

La commune de Brides-les-Bains représentée par son Maire en exercice, Monsieur Bruno PIDEIL, dûment habilité par délibération n°20.05.19 du Conseil Municipal du 5 juin 2020,

D'une part,

Et,

La Croix de Savoie, Le Bonrieu 54 rue Emile Machet 73350 BOZEL, ci-dessous dénommée l'organisateur.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - MISE À DISPOSITION : La Commune de Brides-les-Bains met à disposition de l'organisateur une salle dite « salle d'expositions », située au 2ème étage de la Mairie, afin d'organiser l'Assemblée Générale de la Copropriété Méri-Bellecombe. La capacité d'accueil est de 80 personnes maximum. Les toilettes du rez-de-chaussée seront accessibles sur le temps de présence dans les locaux. La mise à disposition est consentie à titre précaire, le vendredi 27 mars 2026 de 14h à 16h15.

ARTICLE 2 - LOYERS, CHARGES ET ASSURANCE : La mise à disposition de la « salle d'expositions » est accordée à titre payant, au tarif de 150 €. ***L'organisateur atteste qu'il a souscrit une assurance Responsabilité Civile, Incendie et Vol et qu'il fera suivre une attestation à la commune de Brides-les-Bains.***

ARTICLE 3 - ENTRETIEN ET USAGE DES LOCAUX : L'organisateur s'engage à occuper cette salle en « bon père de famille » et à en assurer l'entretien courant après son utilisation. Elle sera utilisée dans la configuration proposée et aucune modification ne sera tolérée sans autorisation écrite de la commune. L'organisateur s'assurera de la fermeture sécurisée des portes et de la grille d'accès aux étages. L'entrée des animaux dans l'enceinte du bâtiment est interdite, tout comme, la consommation des produits, solides ou liquides, présents dans la salle, dans les différents placards, sous le bar ou dans le réfrigérateur. Celle-ci étant mise à disposition d'autres utilisateurs, les manquements à ces dispositions feront l'objet d'un constat contradictoire écrit en présence d'un agent de la commune et un représentant dûment mandaté par l'organisateur.

ARTICLE 4 - RECONDUCTION : La présente convention pourra éventuellement être reconduite sur demande de l'organisateur et si accord écrit de la commune.

ARTICLE 5 PROPRIÉTÉ COMMERCIALE : Cette convention d'occupation à titre précaire ne donne pas lieu à création de fonds de commerce.

ARTICLE 6 RECOURS CONTENTIEUX : Tout recours contentieux du présent acte doit être adressé au Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Brides-les-Bains, le 26 mars 2026

Pour la copropriété « Méri-Bellecombe »,

LA CROIX DE SAVOIE
SYNDIC DE COPROPRIÉTÉ
TRANSACTIONS
54 rue Emile Machet - 73350 BOZEL
TEL : 04 79 55 00 02
RCS CHAMBERY B 338 898 760

Pour la Commune de Brides-les-Bains

Le Maire,

Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES-LES-BAINS (SAVOIE)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260518-D2619-CC
en date du 18/05/2026 ; REFERENCE ACTE : D2619

4,1

DEPARTEMENT
SAVOIE
CANTON MOUTIERS
COMMUNE BRIDES-LES-BAINS

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

DECISION DU MAIRE

DECISION N°26-19

OBJET : Commune de Brides-les-Bains / Association Pôle Santé Brides
Convention d'occupation à titre précaire – Salle La Dova – le 21 mai, 18 juin, 25 juin, 16 juillet, 20 août, 17 septembre et 15 octobre 2026 de 17h00 à 20h30
Conférences

Le Maire,

Vu la délégation accordée par le Conseil Municipal de Brides-les-Bains à Monsieur Bruno PIDEIL, Maire, par délibération n°26.03.22 en date du 21 mars 2026 ;

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son alinéa 5 ;

DECIDE

Article 1 :
La signature d'une convention avec l'association Pôle Santé Brides, pour la mise à disposition à titre gratuit de la salle La Dova, située 2 rue Chanoine Joly, le 21 mai, 18 juin, 25 juin, 16 juillet, 20 août, 17 septembre et 15 octobre 2026 de 17h00 à 20h30, afin d'organiser des conférences.

- Tarif : offert
- Caution : 1 500 €

Article 2 :
Les pièces constitutives de cette décision, transmises au contrôle de légalité, seront publiées en annexe de la présente décision dans le registre prévu à cet effet.

Article 3 :
En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rendra compte de cette (ces) décision(s) auprès du Conseil Municipal lors d'une prochaine séance.

Brides-les-Bains, le 31 mars 2026

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS * (SAVOIE) *

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260518-D2619-CC
en date du 18/05/2026 ; REFERENCE ACTE : D2619

brides les bains

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA SALLE MULTI-ACTIVITES DOVA
N° CONVENTION : *2026 – n°07*

Entre,
La Commune de Brides-les-Bains, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Bruno PIDEIL, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 5 juin 2020, ci-dessous dénommée « la commune » ;
d'une part,

Et,
Nom : ..... Prénom : .....
Téléphone fixe :..... Téléphone portable : .....
Adresse postale : .....
Adresse courriel : .....

Agissant : pour son propre compte ☐
pour le compte de ☒

Nom de l'association ou de l'organisme : **Association Pôle Santé Brides**
Adresse du siège : **Résidence Acquadora – Allée de la Source – Parc Thermal – 73570 BRIDES-LES-BAINS**
Nom et prénom du Président : **Aurélie RIBOUD.....** Téléphone : .....
Adresse du Président : .....

Ci-dessous dénommée « l'utilisateur ;
d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET :
La présente convention a pour objet la mise à disposition à titre précaire d'une salle multi-activités, propriété de la commune, située 2 rue Chanoine Joly à Brides-les-Bains (73570).

La salle sera mise à disposition de l'utilisateur aux dates et heures suivantes : **le 21 mai, 18 juin, 25 juin, 16 juillet, 20 août, 17 septembre et 15 octobre 2026 de 17h00 à 20h30** afin d'organiser des conférences.

ARTICLE 2 : DESIGNATION
La commune met à disposition :
- Le bar et la salle ☐
- Le bar, la salle et la cuisine ☒

La salle est louée avec le matériel suivant :
- 35 tables
- 200 chaises
- 3 portants à vêtements pour le vestiaire avec 160 cintres

Elle devra être rendue en respectant le rangement correct de ce matériel.

Mairie de Brides-les-Bains
B.P. 32 – Place du Centenaire
73571 Brides-les-Bains Cedex
Tél. : 04 79 55 21 55 / Fax. : 04 79 55 28 91

ARTICLE 3 : ETAT DES LIEUX D'ENTREE ET DE SORTIE

Un état des lieux est joint à la présente convention, établi contradictoirement par la commune et l'utilisateur, **avant la remise des clés.**

A l'issue de la convention, un état des lieux de sortie sera établi selon les mêmes modalités.

ARTICLE 4 : REMISE DES CLEFS

La commune remet à l'utilisateur dans les 24 heures au plus tard qui précèdent la manifestation, les clés.

Les clés devront être déposées en Mairie aux heures d'ouverture, dans les 24 heures au plus tard qui suivent la manifestation.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION

La présente convention est consentie et acceptée sous les conditions d'utilisation suivantes que l'utilisateur s'oblige à exécuter, à savoir :

5.1. Conditions générales

L'utilisateur prend les locaux mis à disposition dans leur état au jour de l'entrée en jouissance et il usera du tout suivant l'usage sans pouvoir en changer la destination sus indiquée. L'utilisateur doit se conformer aux usages en vigueur et aux règlements de police. Il doit respecter et faire respecter l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif (décret 2006-1386 du 15 novembre 2006). Il doit veiller à ce que la tranquillité des lieux et du voisinage ne soit troublée en aucune manière. Il se charge des éventuels conflits de voisinage du fait de son activité durant toute l'occupation des lieux et ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

L'utilisateur reconnaît avoir reçu l'ensemble des consignes de sécurité liées à l'usage des bâtiments, ainsi qu'avoir désigné un responsable de la sécurité ayant pris connaissance des éléments de sécurité (plan d'évacuation, extincteurs, alarme incendie, lieu pour actionner les trappes de désenfumage, issues de secours...).

5.2. Conditions particulières

L'utilisation de la salle est strictement réglementée. L'utilisateur, s'il s'agit d'une association, s'engage à ne la mettre qu'à disposition de ses adhérents dans le cadre des activités proposées.

Toute utilisation ayant pour but de détourner l'usage défini au précédent alinéa est proscrite. L'inobservation de cette condition entraînera une résiliation immédiate de la présente convention.

5.3. Sous-location

La location, ou sous-location, à titre gracieux ou onéreux, est interdite.

ARTICLE 6 : CAUTION

La caution si prévue dans la délibération est préalable et obligatoire. Elle sert à couvrir, en partie, les frais de réparation ou de remplacement suite à des dégradations ou disparitions éventuelles de matériel. Si son montant est insuffisant, une facture supplémentaire est établie après utilisation de la salle, état des lieux et inventaire.

La caution sert également à couvrir les éventuels frais relatifs au remplacement d'articles de vaisselle cassée, ou encore aux dégradations constatées à l'intérieur de la salle. Elle peut être conservée, en cas de plainte comme les nuisances sonores par le voisinage ou les dégradations constatées aux biens publics environnants (poubelles, containers, lampadaires...). En cas de nettoyage complémentaire au nettoyage normal, de perte de clé ou de badge d'alarme par exemple, le coût réel du remplacement sera prélevé sur la caution.

La Commune s'engage à rendre cette caution au plus tard dans le mois qui suit l'état des lieux de sortie.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITES - ASSURANCES

La personne signataire, ou l'entité qu'elle représente, s'engage pour l'ensemble des personnes qui accèderont à la salle.

La Commune attire l'attention de l'utilisateur de la nécessité d'assurer la police dans cette salle et ses abords immédiats.

L'utilisateur devra **fournir une attestation d'assurance responsabilité civile à la commune à la signature de la présente convention**. L'assurance responsabilité civile devra couvrir également les dégâts éventuels causés par les personnes fréquentant cette manifestation à concurrence des dommages. Sa responsabilité locative couvre l'ensemble des risques qu'il peut encourir du fait de son activité, notamment les risques INCENDIE, EXPLOSIONS, DOMMAGES ELECTRIQUES, DÉGÂTS DES EAUX, VOL, BRIS DE GLACE, VANDALISME, TERRORISME, etc... et ce à concurrence de la valeur de reconstruction à dire d'expert de l'immeuble (y compris mobilier, agencement et frais divers).

La personne ayant signé la convention de mise à disposition de la salle est considérée comme responsable, en lieu et place des personnes présentes dans la salle pendant son utilisation.

ARTICLE 8 : TARIFS

Le montant de la location ainsi que le montant de la caution seront payés le jour de la réservation.
Ces tarifs sont fixés par décision du Maire en vigueur.

Caution : 1 500 €
Location : offerte

***Les règlements se font par chèque et sont libellés à l'ordre du Trésor Public*.**

Aucune clé ne sera remise sans les règlements et l'attestation d'assurance responsabilité civile.

ARTICLE 9 : TRIBUNAL ADMINISTRATIF
Tout recours contentieux contre la présente convention devra s'exercer auprès du Tribunal Administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, 38000 GRENOBLE, Téléphone : 04.76.42.90.00.

Fait à **Brides-les-Bains**, le **31 mars 2026**
En deux exemplaires originaux.

L'utilisateur,
Lu et approuvé
Association Pôle Santé Brides,
Dominique DRAI

Pour la Commune de Brides-les-Bains,

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS * SAVOIE *

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260518-D2619-CC
en date du 18/05/2026 ; REFERENCE ACTE : D2619

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260511-D2620-CC
en date du 07/05/2026 REFERENCE ACTE : D2620

DEPARTEMENT
SAVOIE
CANTON
MOUTIERS
COMMUNE
BRIDES-LES-
BAINS

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

DECISION DU MAIRE

DECISION N°26-20

OBJET : Commune de Brides-les-Bains / Association Extrême
Convention d'occupation à titre précaire – Salle La Dova – le samedi 16 mai 2026 – Pièce de théâtre

Le Maire,

Vu la délégation accordée par le Conseil Municipal de Brides-les-Bains à Monsieur Bruno PIDEIL, Maire, par délibération n°20.05.19 en date du 5 juin 2020 ;

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son alinéa 5 ;

DECIDE

Article 1 :
La signature d'une convention avec l'Association Extrême, pour la mise à disposition à titre payant de la salle La Dova, située 2 rue Chanoine Joly, le samedi 16 mai 2026, afin d'organiser une pièce de théâtre.

- Tarif : 250 €
- Caution : 1 500 €

Article 2 :
Les pièces constitutives de cette décision, transmises au contrôle de légalité, seront publiées en annexe de la présente décision dans le registre prévu à cet effet.

Article 3 :
En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rendra compte de cette (ces) décision(s) auprès du Conseil Municipal lors d'une prochaine séance.

Brides-les-Bains, le 21 avril 2026

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS
SAVOIE

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260511-D2620-CC
en date du 11/05/2026 ; REFERENCE ACTE : D2620

brides les bains

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA SALLE MULTI-ACTIVITES DOVA
N° CONVENTION : *2026 – n°08*

Entre,
La Commune de Brides-les-Bains, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Bruno PIDEIL, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 5 juin 2020, ci-dessous dénommée « la commune » ;
d'une part,

Et,
Nom : PERREVE Prénom : Sylvie
Téléphone fixe : Téléphone portable : 06 83 59 80 79
Adresse postale : 169 rue de la fontaine 73730 St Paul / Isère
Adresse courriel : extremedanse@hotmail.fr

Agissant : pour son propre compte ☐
pour le compte de ☒

Nom de l'association ou de l'organisme : **Association Extrême**
Adresse du siège : **10 Route de l'Arlandaz – 73200 ALBERTVILLE**
Nom et prénom du Président : **Sylvie PERREVE**.....Téléphone : **06.83.59.80.79**.....
Adresse du Président :.....

Ci-dessous dénommée « l'utilisateur ;

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET :
La présente convention a pour objet la mise à disposition à titre précaire d'une salle multi-activités, propriété de la commune, située 2 rue Chanoine Joly à Brides-les-Bains (73570).

La salle sera mise à disposition de l'utilisateur aux dates et heures suivantes : **le samedi 16 mai 2026** afin d'organiser une pièce de théâtre.

ARTICLE 2 : DESIGNATION
La commune met à disposition :
- Le bar et la salle ☒
- Le bar, la salle et la cuisine ☐

La salle est louée avec le matériel suivant :
- 35 tables
- 200 chaises
- 3 portants à vêtements pour le vestiaire avec 160 cintres

Elle devra être rendue en respectant le rangement correct de ce matériel.

ARTICLE 3 : ETAT DES LIEUX D'ENTREE ET DE SORTIE

Un état des lieux est joint à la présente convention, établi contradictoirement par la commune et l'utilisateur, **avant la remise des clés.**

A l'issue de la convention, un état des lieux de sortie sera établi selon les mêmes modalités.

ARTICLE 4 : REMISE DES CLEFS

La commune remet à l'utilisateur dans les 24 heures au plus tard qui précèdent la manifestation, les clés.

Les clés devront être déposées en Mairie aux heures d'ouverture, dans les 24 heures au plus tard qui suivent la manifestation.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION

La présente convention est consentie et acceptée sous les conditions d'utilisation suivantes que l'utilisateur s'oblige à exécuter, à savoir :

5.1. Conditions générales

L'utilisateur prend les locaux mis à disposition dans leur état au jour de l'entrée en jouissance et il usera du tout suivant l'usage sans pouvoir en changer la destination sus indiquée. L'utilisateur doit se conformer aux usages en vigueur et aux règlements de police. Il doit respecter et faire respecter l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif (décret 2006-1386 du 15 novembre 2006). Il doit veiller à ce que la tranquillité des lieux et du voisinage ne soit troublée en aucune manière. Il se charge des éventuels conflits de voisinage du fait de son activité durant toute l'occupation des lieux et ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

L'utilisateur reconnaît avoir reçu l'ensemble des consignes de sécurité liées à l'usage des bâtiments, ainsi qu'avoir désigné un responsable de la sécurité ayant pris connaissance des éléments de sécurité (plan d'évacuation, extincteurs, alarme incendie, lieu pour actionner les trappes de désenfumage, issues de secours...).

5.2. Conditions particulières

L'utilisation de la salle est strictement réglementée. L'utilisateur, s'il s'agit d'une association, s'engage à ne la mettre qu'à disposition de ses adhérents dans le cadre des activités proposées.

Toute utilisation ayant pour but de détourner l'usage défini au précédent alinéa est proscrite. L'inobservation de cette condition entraînera une résiliation immédiate de la présente convention.

5.3. Sous-location

La location, ou sous-location, à titre gracieux ou onéreux, est interdite.

5.4 Astreinte technique

En cas de problème technique uniquement (chaufferie, ventilation, coupure d'électricité...), la personne d'astreinte peut être contactée pour effectuer un dépannage dans la demi-heure. L'astreinte technique n'est pas là pour traiter l'utilisation des matériels de la DOVA (appareils de cuisine, sono...).

La personne d'astreinte est joignable au 06.32.26.63.31.

ARTICLE 6 : CAUTION

La caution si prévue dans la délibération est préalable et obligatoire. Elle sert à couvrir, en partie, les frais de réparation ou de remplacement suite à des dégradations ou disparitions éventuelles de matériel. Si son montant est insuffisant, une facture supplémentaire est établie après utilisation de la salle, état des lieux et inventaire.

La caution sert également à couvrir les éventuels frais relatifs au remplacement d'articles de vaisselle cassée, ou encore aux dégradations constatées à l'intérieur de la salle. Elle peut être conservée, en cas de plainte comme les nuisances sonores par le voisinage ou les dégradations constatées aux biens publics environnants (poubelles, containers, lampadaires...). En cas de nettoyage complémentaire au nettoyage normal, de perte de clé ou de badge d'alarme par exemple, le coût réel du remplacement sera prélevé sur la caution.

La Commune s'engage à rendre cette caution au plus tard dans le mois qui suit l'état des lieux de sortie.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITES - ASSURANCES

La personne signataire, ou l'entité qu'elle représente, s'engage pour l'ensemble des personnes qui accèderont à la salle.

La Commune attire l'attention de l'utilisateur de la nécessité d'assurer la police dans cette salle et ses abords immédiats.

L'utilisateur devra **fournir une attestation d'assurance responsabilité civile à la commune à la signature de la présente convention**. L'assurance responsabilité civile devra couvrir également les dégâts éventuels causés par les personnes fréquentant cette manifestation à concurrence des dommages. Sa responsabilité locative couvre l'ensemble des risques qu'il peut encourir du fait de son activité, notamment les risques INCENDIE, EXPLOSIONS, DOMMAGES ELECTRIQUES, DÉGÂTS DES EAUX, VOL, BRIS DE GLACE, VANDALISME, TERRORISME, etc... et ce à concurrence de la valeur de reconstruction à dire d'expert de l'immeuble (y compris mobilier, agencement et frais divers).

La personne ayant signé la convention de mise à disposition de la salle est considérée comme responsable, en lieu et place des personnes présentes dans la salle pendant son utilisation.

ARTICLE 8 : TARIFS

Le montant de la location ainsi que le montant de la caution seront payés le jour de la réservation.
Ces tarifs sont fixés par décision du Maire en vigueur.

Caution : 1 500 €
Location : 250 €

***Les règlements se font par chèque et sont libellés à l'ordre du Trésor Public*.**

Aucune clé ne sera remise sans les règlements et l'attestation d'assurance responsabilité civile.

ARTICLE 9 : TRIBUNAL ADMINISTRATIF
Tout recours contentieux contre la présente convention devra s'exercer auprès du Tribunal Administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, 38000 GRENOBLE, Téléphone : 04.76.42.90.00.

Fait à **Brides-les-Bains**, le **21 avril 2026**
En deux exemplaires originaux.

L'utilisateur,
Lu et approuvé

Pour la Commune de Brides-les-Bains,

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS * (SAVOIE)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260511-D2621-CC
en date du 11/05/2026 REFERENCE ACTE : D2621

DEPARTEMENT
SAVOIE
CANTON
MOUTIERS
COMMUNE
BRIDES-LES-BAINS

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

DECISION DU MAIRE

DECISION N°26-21

OBJET : Commune de Brides-les-Bains / Association La Vie qui Chante
Convention d'occupation à titre précaire – Salle La Dova – Le 13 juin 2026

Le Maire,

Vu la délégation accordée par le Conseil Municipal de Brides-les-Bains à Monsieur Bruno PIDEIL, Maire, par délibération n°26.03.22 en date du 21 mars 2026 ;

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son alinéa 5 ;

DECIDE

Article 1 :
La signature d'une convention avec l'Association La Vie qui Chante, pour la mise à disposition à titre payant de la salle La Dova, située 2 rue Chanoine Joly, afin d'accueillir les choristes de l'association pour une prestation le 13 juin 2026.

- Tarif : 250 €
- Caution : 1 500 €

Article 2 :
Les pièces constitutives de cette décision, transmises au contrôle de légalité, seront publiées en annexe de la présente décision dans le registre prévu à cet effet.

Article 3 :
En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rendra compte de cette (ces) décision(s) auprès du Conseil Municipal lors d'une prochaine séance.

Brides-les-Bains, le 22 avril 2026

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS (SAVOIE)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260511-D2621-CC
en date du 11/05/2026 ; REFERENCE ACTE : D2621

brides les bains

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA SALLE MULTI-ACTIVITES DOVA
N° CONVENTION : 2026 – n°09

Entre,
La Commune de Brides-les-Bains, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Bruno PIDEIL, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 5 juin 2020, ci-dessous dénommée « la commune » ;
d'une part,

Et,
Nom : JUGAND Prénom : Carine
Téléphone fixe : ..... Téléphone portable : .....
Adresse postale : 670 Rue des Chevreuils Petit-Coeur 73260 LA LECHERE
Adresse courriel : Carinejugaud2@gmail.com

Agissant : pour son propre compte ☐
pour le compte de ☒

Nom de l'association ou de l'organisme : **Association La Vie qui Chante**
Adresse du siège : **388 route de Saint Oyen – 73260 GRAND-AIGUEBLANCHE**
Nom et prénom du Président : **Christian PESENTI**.....Téléphone : 07.87.89.27.76
Adresse du Président : **388 route de Saint Oyen – 73260 GRAND-AIGUEBLANCHE**

Ci-dessous dénommée « l'utilisateur ;
d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET :
La présente convention a pour objet la mise à disposition à titre précaire d'une salle multi-activités, propriété de la commune, située 2 rue Chanoine Joly à Brides-les-Bains (73570).

La salle sera mise à disposition de l'utilisateur aux dates et heures suivantes : **le 13 juin 2026** afin d'accueillir les choristes de l'association pour une prestation.

ARTICLE 2 : DESIGNATION
La commune met à disposition :
- Le bar et la salle ☐
- Le bar, la salle et la cuisine ☒

La salle est louée avec le matériel suivant :
- 35 tables
- 200 chaises
- 3 portants à vêtements pour le vestiaire avec 160 cintres

Elle devra être rendue en respectant le rangement correct de ce matériel.

ARTICLE 3 : ETAT DES LIEUX D'ENTREE ET DE SORTIE

Un état des lieux est joint à la présente convention, établi contradictoirement par la commune et l'utilisateur, avant la remise des clés.

A l'issue de la convention, un état des lieux de sortie sera établi selon les mêmes modalités.

ARTICLE 4 : REMISE DES CLEFS

La commune remet à l'utilisateur dans les 24 heures au plus tard qui précèdent la manifestation, les clés.

Les clés devront être déposées en Mairie aux heures d'ouverture, dans les 24 heures au plus tard qui suivent la manifestation.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION

La présente convention est consentie et acceptée sous les conditions d'utilisation suivantes que l'utilisateur s'oblige à exécuter, à savoir :

5.1. Conditions générales

L'utilisateur prend les locaux mis à disposition dans leur état au jour de l'entrée en jouissance et il usera du tout suivant l'usage sans pouvoir en changer la destination sus indiquée. L'utilisateur doit se conformer aux usages en vigueur et aux règlements de police. Il doit respecter et faire respecter l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif (décret 2006-1386 du 15 novembre 2006). Il doit veiller à ce que la tranquillité des lieux et du voisinage ne soit troublée en aucune manière. Il se charge des éventuels conflits de voisinage du fait de son activité durant toute l'occupation des lieux et ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

L'utilisateur reconnaît avoir reçu l'ensemble des consignes de sécurité liées à l'usage des bâtiments, ainsi qu'avoir désigné un responsable de la sécurité ayant pris connaissance des éléments de sécurité (plan d'évacuation, extincteurs, alarme incendie, lieu pour actionner les trappes de désenfumage, issues de secours...).

5.2. Conditions particulières

L'utilisation de la salle est strictement réglementée. L'utilisateur, s'il s'agit d'une association, s'engage à ne la mettre qu'à disposition de ses adhérents dans le cadre des activités proposées.

Toute utilisation ayant pour but de détourner l'usage défini au précédent alinéa est proscrite. L'inobservation de cette condition entraînera une résiliation immédiate de la présente convention.

5.3. Sous-location

La location, ou sous-location, à titre gracieux ou onéreux, est interdite.

ARTICLE 6 : CAUTION

La caution si prévue dans la délibération est préalable et obligatoire. Elle sert à couvrir, en partie, les frais de réparation ou de remplacement suite à des dégradations ou disparitions éventuelles de matériel. Si son montant est insuffisant, une facture supplémentaire est établie après utilisation de la salle, état des lieux et inventaire.

La caution sert également à couvrir les éventuels frais relatifs au remplacement d'articles de vaisselle cassée, ou encore aux dégradations constatées à l'intérieur de la salle. Elle peut être conservée, en cas de plainte comme les nuisances sonores par le voisinage ou les dégradations constatées aux biens publics environnants (poubelles, containers, lampadaires...). En cas de nettoyage complémentaire au nettoyage normal, de perte de clé ou de badge d'alarme par exemple, le coût réel du remplacement sera prélevé sur la caution.

La Commune s'engage à rendre cette caution au plus tard dans le mois qui suit l'état des lieux de sortie.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITES - ASSURANCES

La personne signataire, ou l'entité qu'elle représente, s'engage pour l'ensemble des personnes qui accèderont à la salle.

La Commune attire l'attention de l'utilisateur de la nécessité d'assurer la police dans cette salle et ses abords immédiats.

L'utilisateur devra **fournir une attestation d'assurance responsabilité civile à la commune à la signature de la présente convention**. L'assurance responsabilité civile devra couvrir également les dégâts éventuels causés par les personnes fréquentant cette manifestation à concurrence des dommages. Sa responsabilité locative couvre l'ensemble des risques qu'il peut encourir du fait de son activité, notamment les risques INCENDIE, EXPLOSIONS, DOMMAGES ELECTRIQUES, DÉGÂTS DES EAUX, VOL, BRIS DE GLACE, VANDALISME, TERRORISME, etc... et ce à concurrence de la valeur de reconstruction à dire d'expert de l'immeuble (y compris mobilier, agencement et frais divers).

La personne ayant signé la convention de mise à disposition de la salle est considérée comme responsable, en lieu et place des personnes présentes dans la salle pendant son utilisation.

ARTICLE 8 : TARIFS

Le montant de la location ainsi que le montant de la caution seront payés le jour de la réservation.
Ces tarifs sont fixés par décision du Maire en vigueur.

Caution : 1 500 €
Location : 250 €

Les règlements se font par chèque et sont libellés à l'ordre du Trésor Public.

Aucune clé ne sera remise sans les règlements et l'attestation d'assurance responsabilité civile.

ARTICLE 9 : TRIBUNAL ADMINISTRATIF
Tout recours contentieux contre la présente convention devra s'exercer auprès du Tribunal Administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, 38000 GRENOBLE, Téléphone : 04.76.42.90.00.

Fait à **Brides-les-Bains**, le **22 avril 2026**
En deux exemplaires originaux.

L'utilisateur,
Lu et approuvé
~~**Le Président,**~~
~~**Christian RESENTI**~~
La Présidente
Carine JUGAND.
P/O

Pour la Commune de Brides-les-Bains,

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS (SAVOIE)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260430-D2622-CC
en date du 30/04/2026 ; REFERENCE ACTE : D2622

DÉPARTEMENT SAVOIE
CANTON MOUTIERS
COMMUNE BRIDES-LES-BAINS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

DÉCISION DU MAIRE

DÉCISION N°26-22

OBJET : Commune de Brides-les-Bains / Association Orsatus
Convention pour la mise à disposition à titre payant du local commercial n°4 – Galerie de l'Olympe – du 16 avril au 30 novembre 2026

Le Maire,

Vu la délégation accordée par le Conseil Municipal de Brides-les-Bains à Monsieur Bruno PIDEIL, Maire, par délibération n°26.03.22 en date du 21 mars 2026 ;

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son alinéa 5 ;

DÉCIDE

Article 1 : La signature d'une convention avec l'association Orsatus pour la mise à disposition à titre payant du local commercial n°4 – Galerie de l'Olympe, à compter du 16 avril jusqu'au 30 novembre 2026.

Article 2 : Les pièces constitutives de cette décision, transmises au contrôle de légalité, seront publiées en annexe de la présente décision dans le registre prévu à cet effet.

Article 3 : En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rendra compte de cette (ces) décision(s) auprès du Conseil Municipal lors d'une prochaine séance.

Brides-les-Bains, le 27 avril 2026

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS (SAVOIE)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260430-D2622-CC
en date du 30/04/2026 ; REFERENCE ACTE : D2622

brides les bains

CONVENTION D'OCCUPATION À TITRE PRÉCAIRE
Local commercial n°4 - Galerie de l'Olympe
Association Orsatus
Du 16/04/2026 au 30/11/2026

Entre,

La commune de Brides-les-Bains représentée par son Maire en exercice, Monsieur Bruno PIDEIL, dûment habilité par délibération n°26.03.22 du Conseil Municipal du 21 mars 2026.

D'une part,

Et,

Association ORSATUS, Résidence La Poste, Rue Emile Machet 73570 Brides-les-Bains, représentée par Monsieur Nicolas SAUTHIER ci-dessous dénommée le preneur,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - MISE À DISPOSITION : La commune de Brides-les-Bains donne en location au preneur les lieux désignés ci-après : un local n°4 d'une superficie de 60 m² situé Galerie de l'Olympe, 8 rue Emile Machet 73570 Brides-les-Bains.

ARTICLE 2 – DURÉE – LOYERS ET CHARGES : La présente convention prend effet à compter du 16 avril 2026 et ce jusqu'au 30 novembre 2026.
Le montant du loyer est de :

- 50 € par mois (charges comprises) pour location en tant que salle de stockage.

ARTICLE 3 – ÉTAT DES LIEUX : Un état des lieux entrant et sortant seront effectués par la commune, en présence du preneur. Une clé d'accès aux locaux a été remise au preneur.

ARTICLE 4 - DESTINATION : Le preneur est autorisé à utiliser les locaux mis à sa disposition pour les seules activités prévues par ses statuts. En cas de modification de ceux-ci, le preneur en transmettra un exemplaire à la commune. La commune peut effectuer tout contrôle afin de vérifier notamment les conditions d'occupation et d'utilisation des lieux.

ARTICLE 5- CONDITIONS D'UTILISATION : La présente convention est consentie et acceptée sous les conditions d'utilisation suivantes que le preneur s'oblige à exécuter, à savoir :

5.1 Conditions générales : le preneur prend les locaux mis à disposition dans leur état au jour de l'entrée en jouissance et il usera du tout suivant l'usage, sans pouvoir en changer la destination. Le preneur devra se conformer aux usages en vigueur et aux règlements de police. Il respectera et fera respecter l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif (décret 2006-1386 du 15 novembre 2006). Il veillera à la tranquillité des lieux et du voisinage, et, en cas de conflit se chargera de régler, lui-même les troubles occasionnés du fait de son activité.

5.2 Conditions particulières : l'utilisation du local est strictement règlementée. Toute utilisation ayant pour but de détourner l'usage défini est proscrite. L'inobservation de cette condition entraînera une résiliation immédiate de la présente convention.

5.3 Sous-location : La location, sous-location, à titre gracieux ou onéreux est interdite.

Mairie de Brides-les-Bains
B.P. 32 – Place du Centenaire
73571 Brides-les-Bains Cedex
Tél. : 04 79 55 25 22 / Fax. : 04 79 55 28 91

ARTICLE 6 : ENTRETIEN –TRAVAUX – RÉPARATIONS : Le preneur est tenu :

- de ne rien faire ni laisser faire dans ce bâtiment qui puisse nuire à l'aspect, à la conservation et à la propreté.

- de déclarer immédiatement à la commune toute dégradation ou défectuosité qu'il constaterait dans les lieux mis à disposition, sous peine d'être tenue de procéder à ses frais et sous sa responsabilité à la réparation complète dudit dommage, de son aggravation et de ses conséquences éventuelles.

- de subir les inconvénients de tous travaux de réparation ou autres devenus nécessaires dans le bâtiment confié sans pouvoir réclamer aucune indemnité à la commune.

- de laisser les représentants de la commune visiter les lieux aussi souvent qu'il sera nécessaire en présence du preneur.

Le preneur assure la charge financière des dégradations qui mettraient en cause sa responsabilité, y compris celles n'entrant pas dans le champ d'application des risques couverts par les assurances.
Le preneur ne peut faire aucun percement de mur ni changement de disposition ou de distribution des lieux, ni travaux ou aménagements modifiant les lieux de manière permanente dans les locaux mis à disposition sans l'autorisation écrite de la commune.
Le preneur doit laisser les lieux à la fin de la convention dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir réclamer aucune indemnité pour les travaux qu'il aura fait faire, dans le respect de la clause précédente, à moins que la commune ne préfère demander le rétablissement des lieux en leur état primitif, aux frais du preneur.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITES – ASSURANCES : Le preneur assure sa responsabilité à l'égard des tiers, y compris du propriétaire, la commune, en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels causés du fait de ses activités en général, de sorte que la commune ne puisse, en aucun cas, être inquiétée à l'occasion de dommages de toute nature ou litiges qui surviendraient. Le preneur fait son affaire personnelle de l'assurance de ses biens meubles.

Le preneur doit fournir les attestations d'assurance à la commune à la signature de la présente convention.

La commune prend à sa charge les assurances multirisques des biens meubles et immeubles qu'elle aura confiés au preneur en vertu de la présente convention.

ARTICLE 9 : RÉSILIATION : La présente convention peut cesser à tout moment du fait de la commune ou du preneur, moyennant un préavis de deux mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.
La résiliation unilatérale de la part de l'administration ne donne droit à aucune indemnité d'éviction du fait de la précarité de la présente convention.
En cas d'infraction aux clauses de la présente convention et après mise en demeure par la commune effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant huit jours, la présente convention peut être résiliée de plein droit, sans qu'il y ait besoin de faire recours au juge.

ARTICLE 10 : TRIBUNAL ADMINISTRATIF : Tout recours contentieux contre la présente convention devra s'exercer auprès du Tribunal Administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, 38000 GRENOBLE, Téléphone : 04.76.42.90.00.

Fait à Brides-les-Bains, le 27 avril 2026

Pour le Preneur,
L'association ORSATUS,
Nicolas SAUTHIER

Pour la commune de Brides-les-Bains
Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS (SAVOIE)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260518-D2623-CC
en date du 18/05/2026 ; REFERENCE ACTE : D2623

DÉPARTEMENT SAVOIE
CANTON MOUTIERS
COMMUNE BRIDES-LES-BAINS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

DÉCISION DU MAIRE

DÉCISION N°26-23

OBJET : Commune de Brides-les-Bains / Agence immobilière Lamy
Mise à disposition de la salle des expositions pour l'Assemblée Générale du Grand Chalet – vendredi 26 juin 2026 de 10h00 à 12h00

Le Maire,

Vu la délégation accordée par le Conseil Municipal de Brides-les-Bains à Monsieur Bruno PIDEIL, Maire, par délibération n°26.03.22 en date du 21 mars 2026 ;

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son alinéa 5 ;

DÉCIDE

Article 1 :
La signature d'une convention avec l'agence immobilière Lamy pour la mise à disposition à titre payant de la salle d'expositions du 2ème étage afin d'organiser l'Assemblée Générale du Grand Chalet le vendredi 26 juin 2026 de 10h00 à 12h00.

Article 2 :
Les pièces constitutives de cette décision, transmises au contrôle de légalité, seront publiées en annexe de la présente décision dans le registre prévu à cet effet.

Article 3 :
En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rendra compte de cette (ces) décision(s) auprès du Conseil Municipal lors d'une prochaine séance.

Brides-les-Bains, le 28 avril 2026

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS (SAVOIE)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260518-D2623-CC
en date du 18/05/2026 ; REFERENCE ACTE : D2623

CONVENTION D'OCCUPATION A TITRE PRECAIRE
Salle d'Expositions
AGENCE LAMY
Assemblée Générale du Grand Chalet le vendredi 26 juin 2026

Entre,
La commune de Brides-les-Bains représentée par son Maire en exercice, Monsieur Bruno PIDEIL, dûment habilité par délibération n°26.03.22 du Conseil Municipal du 21 mars 2026,

d'une part,

Et,
L'Agence immobilière Lamy, domiciliée 56 Rue Basse de la Gare, à MOUTIERS (73600), ci-dessous dénommé l'organisateur ;

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : MISE A DISPOSITION
La Commune de Brides-les-Bains met à disposition de l'organisateur une salle dite « salle d'expositions », située au 2ème étage de la Mairie, afin d'organiser l'Assemblée Générale du Grand Chalet. Les toilettes publiques situées au rez-de-chaussée du bâtiment Mairie sont également mises à disposition.
Cette mise à disposition est consentie à titre précaire, le vendredi 26 juin 2026 de 10h00 à 12h00.

ARTICLE 2 : LOYER ET CHARGES - ASSURANCES
La mise à disposition de la salle de réunion est accordée à titre payant au tarif de 150€. L'organisateur atteste qu'il a souscrit une assurance Responsabilité Civile, Incendie et Vol et qu'il fera suivre une attestation à la commune de Brides-les-Bains.

ARTICLE 3 : ENTRETIEN ET USAGE DES LOCAUX
L'organisateur s'engage à occuper ce local en « bon père de famille » et à en assurer l'entretien courant après utilisation.
Cette salle municipale étant mise à la disposition d'autres utilisateurs, les manquements à ces dispositions feront l'objet d'un constat contradictoire écrit en présence, pour la commune d'un agent des Services Techniques, et pour l'organisateur d'une personne nommément désignée par ses soins.
L'entrée des animaux est interdite.
Ce local sera utilisé en l'état, et aucune modification ne sera apportée à l'aménagement intérieur sans autorisation de la commune.
L'organisateur s'assurera de la fermeture sécurisée des portes et de la grille d'accès aux étages du bâtiment.

ARTICLE 4 : RECONDUCTION
La présente convention ne pourra être reconduite que sur demande écrite de l'organisateur à la Commune, et sur autorisation expresse de cette dernière.

ARTICLE 5 : PROPRIETE COMMERCIALE
Cette convention d'occupation à titre précaire ne donne pas lieu à création de fonds de commerce.

ARTICLE 6 : RECOURS CONTENTIEUX
Tout recours contentieux du présent acte devra être effectué auprès du Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Brides-les-Bains, le 28 avril 2026
en deux exemplaires originaux.

Pour l'Agence immobilière Lamy,

Magaly FONTANA

Le 18.05.2026,

Pour la Commune de Brides-les-Bains,

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS (SAVOIE)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260529-D2624-CC
en date du 29/05/2026 ; REFERENCE ACTE : D2624

DEPARTEMENT
SAVOIE
CANTON MOUTIERS
COMMUNE BRIDES-LES-BAINS

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

DECISION DU MAIRE

DECISION N°26-24

OBJET : Commune de Brides-les-Bains / Association Chœur des Savoie
Convention d'occupation à titre précaire – Salle La Dova – Le 6 juin 2026

Le Maire,

Vu la délégation accordée par le Conseil Municipal de Brides-les-Bains à Monsieur Bruno PIDEIL, Maire, par délibération n°26.03.22 en date du 21 mars 2026 ;

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son alinéa 5 ;

DECIDE

Article 1 :
La signature d'une convention avec l'Association Chœur des Savoie, pour la mise à disposition à titre payant de la salle La Dova, située 2 rue Chanoine Joly, afin d'accueillir les choristes de l'association pour une prestation le 6 juin 2026.

- Tarif : 250 €
- Caution : 1 500 €

Article 2 :
Les pièces constitutives de cette décision, transmises au contrôle de légalité, seront publiées en annexe de la présente décision dans le registre prévu à cet effet.

Article 3 :
En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rendra compte de cette (ces) décision(s) auprès du Conseil Municipal lors d'une prochaine séance.

Brides-les-Bains, le 11 mai 2026

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS (SAVOIE)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260529-D2624-CC
en date du 29/05/2026 ; REFERENCE ACTE : D2624

brides les bains

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA SALLE MULTI-ACTIVITES DOVA
N° CONVENTION : *2026 – n°10*

Entre,
La Commune de Brides-les-Bains, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Bruno PIDEIL, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 5 juin 2020, ci-dessous dénommée « la commune » ;

d'une part,

Et,
Nom : ..... Prénom : .....
Téléphone fixe :..... Téléphone portable : .....
Adresse postale : .....
Adresse courriel : .....

Agissant : pour son propre compte ☐
pour le compte de ☒

Nom de l'association ou de l'organisme : **Association Chœur de Savoie**
Adresse du siège : **Le Praz 73620 HAUTELUCE**
Nom et prénom du Président : **Mireille GIORIA**.....Téléphone : 06.80.02.80.44
Adresse du Président : .....

Ci-dessous dénommée « l'utilisateur ;

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET :
La présente convention a pour objet la mise à disposition à titre précaire d'une salle multi-activités, propriété de la commune, située 2 rue Chanoine Joly à Brides-les-Bains (73570).

La salle sera mise à disposition de l'utilisateur aux dates et heures suivantes : **le 6 juin 2026** afin d'accueillir les choristes de l'association pour une prestation.

ARTICLE 2 : DESIGNATION
La commune met à disposition :
- Le bar et la salle ☐
- Le bar, la salle et la cuisine ☒

La salle est louée avec le matériel suivant :
- 35 tables
- 200 chaises
- 3 portants à vêtements pour le vestiaire avec 160 cintres

Elle devra être rendue en respectant le rangement correct de ce matériel.

Mairie de Brides-les-Bains
B.P. 32 – Place du Centenaire
73571 Brides-les-Bains Cedex
Tél. : 04 79 55 21 55 / Fax. : 04 79 55 28 91

ARTICLE 3 : ETAT DES LIEUX D'ENTREE ET DE SORTIE

Un état des lieux est joint à la présente convention, établi contradictoirement par la commune et l'utilisateur, **avant la remise des clés.**

A l'issue de la convention, un état des lieux de sortie sera établi selon les mêmes modalités.

ARTICLE 4 : REMISE DES CLEFS

La commune remet à l'utilisateur dans les 24 heures au plus tard qui précèdent la manifestation, les clés.

Les clés devront être déposées en Mairie aux heures d'ouverture, dans les 24 heures au plus tard qui suivent la manifestation.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION

La présente convention est consentie et acceptée sous les conditions d'utilisation suivantes que l'utilisateur s'oblige à exécuter, à savoir :

5.1. Conditions générales

L'utilisateur prend les locaux mis à disposition dans leur état au jour de l'entrée en jouissance et il usera du tout suivant l'usage sans pouvoir en changer la destination sus indiquée. L'utilisateur doit se conformer aux usages en vigueur et aux règlements de police. Il doit respecter et faire respecter l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif (décret 2006-1386 du 15 novembre 2006). Il doit veiller à ce que la tranquillité des lieux et du voisinage ne soit troublée en aucune manière. Il se charge des éventuels conflits de voisinage du fait de son activité durant toute l'occupation des lieux et ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

L'utilisateur reconnaît avoir reçu l'ensemble des consignes de sécurité liées à l'usage des bâtiments, ainsi qu'avoir désigné un responsable de la sécurité ayant pris connaissance des éléments de sécurité (plan d'évacuation, extincteurs, alarme incendie, lieu pour actionner les trappes de désenfumage, issues de secours...).

5.2. Conditions particulières

L'utilisation de la salle est strictement réglementée. L'utilisateur, s'il s'agit d'une association, s'engage à ne la mettre qu'à disposition de ses adhérents dans le cadre des activités proposées.

Toute utilisation ayant pour but de détourner l'usage défini au précédent alinéa est proscrite. L'inobservation de cette condition entraînera une résiliation immédiate de la présente convention.

5.3. Sous-location

La location, ou sous-location, à titre gracieux ou onéreux, est interdite.

ARTICLE 6 : CAUTION

La caution si prévue dans la délibération est préalable et obligatoire. Elle sert à couvrir, en partie, les frais de réparation ou de remplacement suite à des dégradations ou disparitions éventuelles de matériel. Si son montant est insuffisant, une facture supplémentaire est établie après utilisation de la salle, état des lieux et inventaire.

La caution sert également à couvrir les éventuels frais relatifs au remplacement d'articles de vaisselle cassée, ou encore aux dégradations constatées à l'intérieur de la salle. Elle peut être conservée, en cas de plainte comme les nuisances sonores par le voisinage ou les dégradations constatées aux biens publics environnants (poubelles, containers, lampadaires...). En cas de nettoyage complémentaire au nettoyage normal, de perte de clé ou de badge d'alarme par exemple, le coût réel du remplacement sera prélevé sur la caution.

La Commune s'engage à rendre cette caution au plus tard dans le mois qui suit l'état des lieux de sortie.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260529-D2624-CC
en date du 29/05/2026 ; REFERENCE ACTE : D2624

ARTICLE 7 : RESPONSABILITES - ASSURANCES

La personne signataire, ou l'entité qu'elle représente, s'engage pour l'ensemble des personnes qui accèderont à la salle.

La Commune attire l'attention de l'utilisateur de la nécessité d'assurer la police dans cette salle et ses abords immédiats.

L'utilisateur devra **fournir une attestation d'assurance responsabilité civile à la commune à la signature de la présente convention**. L'assurance responsabilité civile devra couvrir également les dégâts éventuels causés par les personnes fréquentant cette manifestation à concurrence des dommages. Sa responsabilité locative couvre l'ensemble des risques qu'il peut encourir du fait de son activité, notamment les risques INCENDIE, EXPLOSIONS, DOMMAGES ELECTRIQUES, DÉGÂTS DES EAUX, VOL, BRIS DE GLACE, VANDALISME, TERRORISME, etc... et ce à concurrence de la valeur de reconstruction à dire d'expert de l'immeuble (y compris mobilier, agencement et frais divers).

La personne ayant signé la convention de mise à disposition de la salle est considérée comme responsable, en lieu et place des personnes présentes dans la salle pendant son utilisation.

ARTICLE 8 : TARIFS

Le montant de la location ainsi que le montant de la caution seront payés le jour de la réservation.
Ces tarifs sont fixés par décision du Maire en vigueur.

Caution : 1 500 €
Location : 250 €

***Les règlements se font par chèque et sont libellés à l'ordre du Trésor Public*.**

Aucune clé ne sera remise sans les règlements et l'attestation d'assurance responsabilité civile.

ARTICLE 9 : TRIBUNAL ADMINISTRATIF
Tout recours contentieux contre la présente convention devra s'exercer auprès du Tribunal Administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, 38000 GRENOBLE, Téléphone : 04.76.42.90.00.

Fait à **Brides-les-Bains**, le **11 mai 2026**
En deux exemplaires originaux.

L'utilisateur,
Lu et approuvé
La Présidente,
Mireille GIORIA

Pour la Commune de Brides-les-Bains,

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS (SAVOIE)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260529-D2624-CC
en date du 29/05/2026 ; REFERENCE ACTE : D2624

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260608-D2625-CC
en date du 08/06/2026 REFERENCE ACTE : D2625

DEPARTEMENT SAVOIE
CANTON MOUTIERS
COMMUNE BRIDES-LES-BAINS

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

DECISION DU MAIRE

DECISION N°26-25

OBJET : Commune de Brides-les-Bains / Communauté de Communes Val Vanoise Convention d'occupation à titre précaire – Salle La Dova – du lundi 22 au mardi 23 juin 2026 - Auditions école des arts

Le Maire,

Vu la délégation accordée par le Conseil Municipal de Brides-les-Bains à Monsieur Bruno PIDEIL, Maire, par délibération n°26.03.22 en date du 21 mars 2026 ;

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son alinéa 5 ;

DECIDE

Article 1 :
La signature d'une convention avec la Communauté de Communes Val Vanoise, pour la mise à disposition à titre gratuit de la salle La Dova, située 2 rue Chanoine Joly, du lundi 22 au mardi 23 juin 2026, afin d'organiser les auditions de l'école des arts.

- Tarif : offert
- Caution : offert

Article 2 :
Les pièces constitutives de cette décision, transmises au contrôle de légalité, seront publiées en annexe de la présente décision dans le registre prévu à cet effet.

Article 3 :
En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rendra compte de cette (ces) décision(s) auprès du Conseil Municipal lors d'une prochaine séance.

Brides-les-Bains, le 12 mai 2026

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS (SAVOIE)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260608-D2625-CC
en date du 08/06/2026 ; REFERENCE ACTE : D2625

brides-les-bains

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA SALLE MULTI-ACTIVITES DOVA
N° CONVENTION : *2026 – n°11*

Entre,
La Commune de Brides-les-Bains, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Bruno PIDEIL, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 5 juin 2020, ci-dessous dénommée « la commune » ;
d'une part,

Et,
Nom : Royer Prénom : Arnaud
Téléphone fixe : Téléphone portable : 0789302160
Adresse postale :
Adresse courriel : arnaud.royer@valvanoise.fr

Agissant : pour son propre compte ☐
pour le compte de ☑

Nom de l'association ou de l'organisme : **Communauté de Communes Val Vanoise**
Adresse du siège : **47 rue Sainte Barbe – 73350 BOZEL**
Nom et prénom du Directeur : Pachod Jean-Yves Téléphone :
Adresse du Président :

Ci-dessous dénommée « l'utilisateur ;
d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET :
La présente convention a pour objet la mise à disposition à titre précaire d'une salle multi-activités, propriété de la commune, située 2 rue Chanoine Joly à Brides-les-Bains (73570).

La salle sera mise à disposition de l'utilisateur aux dates et heures suivantes : **du lundi 22 au mardi 23 juin 2026** afin d'organiser les auditions de l'école des arts.

ARTICLE 2 : DESIGNATION
La commune met à disposition :
- Le bar et la salle ☒
- Le bar, la salle et la cuisine ☐

La salle est louée avec le matériel suivant :
- 35 tables
- 200 chaises
- 3 portants à vêtements pour le vestiaire avec 160 cintres

Elle devra être rendue en respectant le rangement correct de ce matériel.

ARTICLE 3 : ETAT DES LIEUX D'ENTREE ET DE SORTIE

Un état des lieux est joint à la présente convention, établi contradictoirement par la commune et l'utilisateur, **avant la remise des clés.**

A l'issue de la convention, un état des lieux de sortie sera établi selon les mêmes modalités.

ARTICLE 4 : REMISE DES CLEFS

La commune remet à l'utilisateur dans les 24 heures au plus tard qui précèdent la manifestation, les clés.

Les clés devront être déposées en Mairie aux heures d'ouverture, dans les 24 heures au plus tard qui suivent la manifestation.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION

La présente convention est consentie et acceptée sous les conditions d'utilisation suivantes que l'utilisateur s'oblige à exécuter, à savoir :

5.1. Conditions générales

L'utilisateur prend les locaux mis à disposition dans leur état au jour de l'entrée en jouissance et il usera du tout suivant l'usage sans pouvoir en changer la destination sus indiquée. L'utilisateur doit se conformer aux usages en vigueur et aux règlements de police. Il doit respecter et faire respecter l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif (décret 2006-1386 du 15 novembre 2006). Il doit veiller à ce que la tranquillité des lieux et du voisinage ne soit troublée en aucune manière. Il se charge des éventuels conflits de voisinage du fait de son activité durant toute l'occupation des lieux et ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

L'utilisateur reconnaît avoir reçu l'ensemble des consignes de sécurité liées à l'usage des bâtiments, ainsi qu'avoir désigné un responsable de la sécurité ayant pris connaissance des éléments de sécurité (plan d'évacuation, extincteurs, alarme incendie, lieu pour actionner les trappes de désenfumage, issues de secours...).

5.2. Conditions particulières

L'utilisation de la salle est strictement réglementée. L'utilisateur, s'il s'agit d'une association, s'engage à ne la mettre qu'à disposition de ses adhérents dans le cadre des activités proposées.

Toute utilisation ayant pour but de détourner l'usage défini au précédent alinéa est proscrite. L'inobservation de cette condition entraînera une résiliation immédiate de la présente convention.

5.3. Sous-location

La location, ou sous-location, à titre gracieux ou onéreux, est interdite.

ARTICLE 6 : CAUTION

La caution si prévue dans la délibération est préalable et obligatoire. Elle sert à couvrir, en partie, les frais de réparation ou de remplacement suite à des dégradations ou disparitions éventuelles de matériel. Si son montant est insuffisant, une facture supplémentaire est établie après utilisation de la salle, état des lieux et inventaire.

La caution sert également à couvrir les éventuels frais relatifs au remplacement d'articles de vaisselle cassée, ou encore aux dégradations constatées à l'intérieur de la salle. Elle peut être conservée, en cas de plainte comme les nuisances sonores par le voisinage ou les dégradations constatées aux biens publics environnants (poubelles, containers, lampadaires...). En cas de nettoyage complémentaire au nettoyage normal, de perte de clé ou de badge d'alarme par exemple, le coût réel du remplacement sera prélevé sur la caution.

La Commune s'engage à rendre cette caution au plus tard dans le mois qui suit l'état des lieux de sortie.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260608-D2625-CC
en date du 08/06/2026 ; REFERENCE ACTE : D2625

ARTICLE 7 : RESPONSABILITES - ASSURANCES

La personne signataire, ou l'entité qu'elle représente, s'engage pour l'ensemble des personnes qui accèderont à la salle.

La Commune attire l'attention de l'utilisateur de la nécessité d'assurer la police dans cette salle et ses abords immédiats.

L'utilisateur devra **fournir une attestation d'assurance responsabilité civile à la commune à la signature de la présente convention**. L'assurance responsabilité civile devra couvrir également les dégâts éventuels causés par les personnes fréquentant cette manifestation à concurrence des dommages. Sa responsabilité locative couvre l'ensemble des risques qu'il peut encourir du fait de son activité, notamment les risques INCENDIE, EXPLOSIONS, DOMMAGES ELECTRIQUES, DÉGÂTS DES EAUX, VOL, BRIS DE GLACE, VANDALISME, TERRORISME, etc... et ce à concurrence de la valeur de reconstruction à dire d'expert de l'immeuble (y compris mobilier, agencement et frais divers).

La personne ayant signé la convention de mise à disposition de la salle est considérée comme responsable, en lieu et place des personnes présentes dans la salle pendant son utilisation.

ARTICLE 8 : TARIFS

Le montant de la location ainsi que le montant de la caution seront payés le jour de la réservation.
Ces tarifs sont fixés par décision du Maire en vigueur.

Caution : gratuit
Location : gratuit

***Les règlements se font par chèque et sont libellés à l'ordre du Trésor Public*.**

Aucune clé ne sera remise sans les règlements et l'attestation d'assurance responsabilité civile.

ARTICLE 9 : TRIBUNAL ADMINISTRATIF
Tout recours contentieux contre la présente convention devra s'exercer auprès du Tribunal Administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, 38000 GRENOBLE, Téléphone : 04.76.42.90.00.

Fait à **Brides-les-Bains**, le **12 mai 2026**
En deux exemplaires originaux.

L'utilisateur,
Lu et approuvé
Communauté de Communes Val Vanoise
Signé électroniquement le 29/05/2026.
Par Cyril COLOM Directeur général des services.

Pour la Commune de Brides-les-Bains,

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS * (SAVOIE) *

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260608-D2625-CC
en date du 08/06/2026 ; REFERENCE ACTE : D2625

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260529-D2626-CC
en date du 29/05/2026 REFERENCE ACTE : D2626

DEPARTEMENT
SAVOIE
CANTON MOUTIERS
COMMUNE BRIDES-LES-BAINS

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

DECISION DU MAIRE

DECISION N°26-26

OBJET : Commune de Brides-les-Bains / Association Sportive et Culturelle de Brides Convention d'occupation à titre précaire – Salle La Dova – les mardis 7, 28 juillet, 4, 11, 18 et 25 août 2026 de 19h à 21h et les jeudis 9, 23 juillet, 6 et 27 août de 18h30 à 20h30 – Badminton

Le Maire,

Vu la délégation accordée par le Conseil Municipal de Brides-les-Bains à Monsieur Bruno PIDEIL, Maire, par délibération n°26.03.22 en date du 21 mars 2026 ;

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son alinéa 5 ;

DECIDE

Article 1 :
La signature d'une convention avec l'Association Sportive et Culturelle de Brides, pour la mise à disposition à titre gratuit de la salle La Dova, située 2 rue Chanoine Joly, les mardis 7, 28 juillet, 4, 11, 18 et 25 août 2026 de 19h à 21h et les jeudis 9, 23 juillet, 6 et 27 août de 18h30 à 20h30, afin d'organiser des séances de badminton.

- Tarif : offert
- Caution : 1 500 €

Article 2 :
Les pièces constitutives de cette décision, transmises au contrôle de légalité, seront publiées en annexe de la présente décision dans le registre prévu à cet effet.

Article 3 :
En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rendra compte de cette (ces) décision(s) auprès du Conseil Municipal lors d'une prochaine séance.

Brides-les-Bains, le 18 mai 2026

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS
SAVOIE

G1

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260529-D2626-CC
en date du 29/05/2026 ; REFERENCE ACTE : D2626

brides les bains

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA SALLE MULTI-ACTIVITES DOVA
N° CONVENTION : *2026 – n°12*

Entre,
La Commune de Brides-les-Bains, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Bruno PIDEIL, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 5 juin 2020, ci-dessous dénommée « la commune » ;
d'une part,

Et,
Nom : **BLOND**..... Prénom : **Marie-Pascale**.....
Téléphone fixe :..... Téléphone portable : **06.27.72.16.75**
Adresse postale : **42 rue Emile Machet – 73570 BRIDES-LES-BAINS**
Adresse courriel : .....

Agissant : pour son propre compte ☐
pour le compte de ☒

Nom de l'association ou de l'organisme : **Association Sportive et Culturelle de Brides**
Adresse du siège : **Mairie de Brides-les-Bains – 1 Place du Centenaire 73570 BRIDES-LES-BAINS**
Nom et prénom du Président : **BLOND Marie-Pascale** Téléphone : **06.27.72.16.75**
Adresse du Président : .....

Ci-dessous dénommée « l'utilisateur ;
d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET :
La présente convention a pour objet la mise à disposition à titre précaire d'une salle multi-activités, propriété de la commune, située 2 rue Chanoine Joly à Brides-les-Bains (73570).

La salle sera mise à disposition de l'utilisateur aux dates et heures suivantes : **les mardis 7, 28 juillet, 4, 11, 18 et 25 août 2026 de 19h à 21h et les jeudis 9, 23 juillet, 6 et 27 août de 18h30 à 20h30** afin d'organiser des séances de badminton.
Pour des raisons d'intérêt général, la commune pourra suspendre temporairement cette mise à disposition. Elle se réserve la possibilité d'annuler cette mise à disposition jusqu'à 12h00 le jour de l'activité.

ARTICLE 2 : DESIGNATION
La commune met à disposition :
- Le bar et la salle ☒
- Le bar, la salle et la cuisine ☐

La salle est louée avec le matériel suivant :
- 35 tables
- 200 chaises
- 3 portants à vêtements pour le vestiaire avec 160 cintres

Elle devra être rendue en respectant le rangement correct de ce matériel.

Mairie de Brides-les-Bains
B.P. 32 – Place du Centenaire
73571 Brides-les-Bains Cedex
Tél. : 04 79 55 21 55 / Fax. : 04 79 55 28 91

ARTICLE 3 : ETAT DES LIEUX D'ENTREE ET DE SORTIE

Un état des lieux est joint à la présente convention, établi contradictoirement par la commune et l'utilisateur, **avant la remise des clés.**

A l'issue de la convention, un état des lieux de sortie sera établi selon les mêmes modalités.

ARTICLE 4 : REMISE DES CLEFS

La commune remet à l'utilisateur dans les 24 heures au plus tard qui précèdent la manifestation, les clés.

Les clés devront être déposées en Mairie aux heures d'ouverture, dans les 24 heures au plus tard qui suivent la manifestation.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION

La présente convention est consentie et acceptée sous les conditions d'utilisation suivantes que l'utilisateur s'oblige à exécuter, à savoir :

5.1. Conditions générales

L'utilisateur prend les locaux mis à disposition dans leur état au jour de l'entrée en jouissance et il usera du tout suivant l'usage sans pouvoir en changer la destination sus indiquée. L'utilisateur doit se conformer aux usages en vigueur et aux règlements de police. Il doit respecter et faire respecter l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif (décret 2006-1386 du 15 novembre 2006). Il doit veiller à ce que la tranquillité des lieux et du voisinage ne soit troublée en aucune manière. Il se charge des éventuels conflits de voisinage du fait de son activité durant toute l'occupation des lieux et ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

L'utilisateur reconnaît avoir reçu l'ensemble des consignes de sécurité liées à l'usage des bâtiments, ainsi qu'avoir désigné un responsable de la sécurité ayant pris connaissance des éléments de sécurité (plan d'évacuation, extincteurs, alarme incendie, lieu pour actionner les trappes de désenfumage, issues de secours...).

5.2. Conditions particulières

L'utilisation de la salle est strictement réglementée. L'utilisateur, s'il s'agit d'une association, s'engage à ne la mettre qu'à disposition de ses adhérents dans le cadre des activités proposées.

Toute utilisation ayant pour but de détourner l'usage défini au précédent alinéa est proscrite. L'inobservation de cette condition entraînera une résiliation immédiate de la présente convention.

5.3. Sous-location

La location, ou sous-location, à titre gracieux ou onéreux, est interdite.

5.4 Astreinte technique

En cas de problème technique uniquement (chaufferie, ventilation, coupure d'électricité...), la personne d'astreinte peut être contactée pour effectuer un dépannage dans la demi-heure. L'astreinte technique n'est pas là pour traiter l'utilisation des matériels de la DOVA (appareils de cuisine, sono...).

La personne d'astreinte est joignable au 07.86.24.89.09.

ARTICLE 6 : CAUTION

La caution si prévue dans la délibération est préalable et obligatoire. Elle sert à couvrir, en partie, les frais de réparation ou de remplacement suite à des dégradations ou disparitions éventuelles de matériel. Si son montant est insuffisant, une facture supplémentaire est établie après utilisation de la salle, état des lieux et inventaire.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260529-D2626-CC
en date du 29/05/2026 ; REFERENCE ACTE : D2626

La caution sert également à couvrir les éventuels frais relatifs au remplacement d'articles de vaisselle cassée, ou encore aux dégradations constatées à l'intérieur de la salle. Elle peut être conservée, en cas de plainte comme les nuisances sonores par le voisinage ou les dégradations constatées aux biens publics environnants (poubelles, containers, lampadaires...). En cas de nettoyage complémentaire au nettoyage normal, de perte de clé ou de badge d'alarme par exemple, le coût réel du remplacement sera prélevé sur la caution.

La Commune s'engage à rendre cette caution au plus tard dans le mois qui suit l'état des lieux de sortie.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITES - ASSURANCES

La personne signataire, ou l'entité qu'elle représente, s'engage pour l'ensemble des personnes qui accèderont à la salle.

La Commune attire l'attention de l'utilisateur de la nécessité d'assurer la police dans cette salle et ses abords immédiats.

L'utilisateur devra **fournir une attestation d'assurance responsabilité civile à la commune à la signature de la présente convention**. L'assurance responsabilité civile devra couvrir également les dégâts éventuels causés par les personnes fréquentant cette manifestation à concurrence des dommages. Sa responsabilité locative couvre l'ensemble des risques qu'il peut encourir du fait de son activité, notamment les risques INCENDIE, EXPLOSIONS, DOMMAGES ELECTRIQUES, DÉGÂTS DES EAUX, VOL, BRIS DE GLACE, VANDALISME, TERRORISME, etc... et ce à concurrence de la valeur de reconstruction à dire d'expert de l'immeuble (y compris mobilier, agencement et frais divers).

La personne ayant signé la convention de mise à disposition de la salle est considérée comme responsable, en lieu et place des personnes présentes dans la salle pendant son utilisation.

ARTICLE 8 : TARIFS

Le montant de la location ainsi que le montant de la caution seront payés le jour de la réservation.
Ces tarifs sont fixés par décision du Maire en vigueur.

Caution : 1 500 €
Location : mise à disposition gracieuse

***Les règlements se font par chèque et sont libellés à l'ordre du Trésor Public*.**

Aucune clé ne sera remise sans les règlements et l'attestation d'assurance responsabilité civile.

ARTICLE 9 : TRIBUNAL ADMINISTRATIF
Tout recours contentieux contre la présente convention devra s'exercer auprès du Tribunal Administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, 38000 GRENOBLE, Téléphone : 04.76.42.90.00.

Fait à **Brides-les-Bains**, le **18 mai 2026**
En deux exemplaires originaux.

L'utilisateur,
Lu et approuvé
La Présidente,
Marie-Pascale BLOND

Pour la Commune de Brides-les-Bains,

Le Maire,
Bruno PIDELL

MAIRIE BRIDES LES BAINS (SAVOIE)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260529-D2626-CC
en date du 29/05/2026 ; REFERENCE ACTE : D2626

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260619-D2627-CC
en date du 19/06/2026 ; REFERENCE ACTE : D2627

DÉPARTEMENT SAVOIE
CANTON MOUTIERS
COMMUNE BRIDES-LES-BAINS

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

DÉCISION DU MAIRE

DÉCISION N°26-27

OBJET : Commune de Brides-les-Bains / Association APE Brides-les-Bains
Mise à disposition à titre précaire de la Buvette le mardi 30 juin 2026

Le Maire,

Vu la délégation accordée par le Conseil Municipal de Brides-les-Bains à Monsieur Bruno PIDEIL, Maire, par délibération n° 26.03.22 en date du 21 mars 2026 ;

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son alinéa 5 ;

DÉCIDE

Article 1 : La signature d'une convention avec l'Association APE de Brides-les-Bains pour la mise à disposition, à titre gratuit de la buvette située dans le parc thermal, le mardi 30 juin 2026.

Article 2 : Les pièces constitutives de cette décision, transmises au contrôle de légalité, seront publiées en annexe de la présente décision dans le registre prévu à cet effet.

Article 3 : En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rendra compte de cette (ces) décision(s) auprès du Conseil Municipal lors d'une prochaine séance.

Brides-les-Bains, le 4 juin 2026

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS (SAVOIE)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260619-D2627-CC
en date du 19/06/2026 ; REFERENCE ACTE : D2627

brides les bains
LES 3 VALLÉES

CONVENTION D'OCCUPATION À TITRE PRÉCAIRE
Buvette
Association APE de Brides-les-Bains
Le mardi 30 juin 2026

Entre,
La commune de Brides-les-Bains représentée par son Maire en exercice, Monsieur Bruno PIDEIL, dûment habilité par délibération n°26.03.22 du Conseil Municipal du 21 mars 2026,
D'une part,

Et,
L'Association APE de Brides-les-Bains, représentée par Madame Fiona LE BARCH domiciliée Place de l'Eglise à BRIDES-LES-BAINS (73570) ci-dessous dénommé l'organisateur.
D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - MISE À DISPOSITION : Dans le cadre de l'organisation d'un spectacle de fin d'année, la Commune de Brides-les-Bains met à disposition de l'organisateur la « buvette » située dans le Parc Thermal.
La mise à disposition est consentie à titre gratuit, le mardi 30 juin 2026.

ARTICLE 2 - LOYERS, CHARGES ET ASSURANCE : La mise à disposition de la « buvette » est accordée à titre gratuit. **L'organisateur atteste qu'il a souscrit une assurance Responsabilité Civile, Incendie et Vol et qu'il fera suivre une attestation à la commune de Brides-les-Bains.**

ARTICLE 3 : OBLIGATION DES PARTIES
La commune se réserve le droit de vérifier l'état du local ainsi que les consommations en eau et en électricité.
L'organisateur s'engage à gérer intégralement la buvette, du recrutement des bénévoles, à l'installation des denrées, au respect des conditions d'hygiène et sécurité. L'organisateur s'assurera du respect de ces points.
L'organisateur sera garant du respect du local et des outils mis à disposition (réfrigérateur, plaque de cuisson, friteuses, évier, ...)
Une Clef de la buvette sera remise contre signature à l'organisateur.
La mise en place et le rangement restent à l'entière charge de l'organisateur.
En cas de perte ou de vol de la clef, le remplacement de la clef sera facturé.

ARTICLE 4 - ENTRETIEN ET USAGE DES LOCAUX : L'organisateur s'engage à occuper ce local en « bon père de famille » et à en assurer l'entretien courant après son utilisation. Il sera utilisé dans la configuration proposée et aucune modification ne sera tolérée sans autorisation écrite de la commune. L'organisateur s'assurera de la fermeture sécurisée des portes.

ARTICLE 5 - RECONDUCTION : La présente convention pourra éventuellement être reconduite sur demande écrite de l'organisateur à la Commune, et sur autorisation expresse de cette dernière.

ARTICLE 6 - PROPRIÉTÉ COMMERCIALE : Cette convention d'occupation à titre gratuit ne donne pas lieu à création de fonds de commerce.

ARTICLE 7 - RECOURS CONTENTIEUX : Tout recours contentieux du présent acte doit être adressé au Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Brides-les-Bains, le 4 juin 2026

Pour l'Association APE de Brides-les-Bains
Le représentant,
Fiona LE BARCH

Pour la commune de Brides-les-Bains
Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES-LES-BAINS (SAVOIE)

Mairie de Brides-les-Bains
1 Place du Centenaire
73570 Brides-les-Bains
Tél. : 04 79 55 21 55 / Fax. : 04 79 55 28 91

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260629-D2628-CC
en date du 29/06/2026 ; REFERENCE ACTE : D2628

DEPARTEMENT SAVOIE
CANTON MOUTIERS
COMMUNE BRIDES-LES-BAINS

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

DECISION DU MAIRE

DECISION N°26-28

OBJET : Commune de Brides-les-Bains / ASSOCIATION TRANQUILLE 26
Convention d'occupation à titre précaire – Salle La Dova – Du 27 au 31 août 2026 - Convention tatouage

Le Maire,

Vu la délégation accordée par le Conseil Municipal de Brides-les-Bains à Monsieur Bruno PIDEIL, Maire, par délibération n°26.03.22 en date du 21 mars 2026 ;

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son alinéa 5 ;

DECIDE

Article 1 :
La signature d'une convention avec l'association Tranquille 26, pour la mise à disposition à titre gratuit de la salle La Dova, située 2 rue Chanoine Joly, du 27 au 31 août 2026 pour l'organisation d'une convention de tatouage.

- Tarif : gratuit
- Caution : 1 500 €

Article 2 :
Les pièces constitutives de cette décision, transmises au contrôle de légalité, seront publiées en annexe de la présente décision dans le registre prévu à cet effet.

Article 3 :
En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rendra compte de cette (ces) décision(s) auprès du Conseil Municipal lors d'une prochaine séance.

Brides-les-Bains, le 4 juin 2026

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS * SAVOIE *

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260629-D2628-CC
en date du 29/06/2026 ; REFERENCE ACTE : D2628

brides les bains

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA SALLE MULTI-ACTIVITES DOVA
N° CONVENTION : *2026– n°13*

Entre,
La Commune de Brides-les-Bains, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Bruno PIDEIL, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 5 juin 2020, ci-dessous dénommée « la commune » ;
d'une part,

Et,
Nom : **MOULIN**..... Prénom : **Louis**.....
Téléphone fixe :..... Téléphone portable : **06.77.94.18.19**.....
Adresse postale : .....
Adresse courriel : **tranquille26@gmail.com**.....

Agissant : pour son propre compte ☐
pour le compte de ☒

Nom de l'association ou de l'organisme : **Association Tranquille 26**.....
Adresse du siège : **48 Chemin de Viaiguemaux 73350 BOZEL**.....
Nom et prénom du Président : .....Téléphone : .....
Adresse du Président : .....

Ci-dessous dénommée « l'utilisateur ;

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET :
La présente convention a pour objet la mise à disposition à titre précaire d'une salle multi-activités, propriété de la commune, située 2 rue Chanoine Joly à Brides-les-Bains (73570).

La salle sera mise à disposition de l'utilisateur aux dates et heures suivantes : **du 27 au 31 août 2026 pour l'organisation d'une convention tatouage.**

ARTICLE 2 : DESIGNATION
La commune met à disposition :
- Le bar et la salle ☐
- Le bar, la salle et la cuisine ☒

La salle est louée avec le matériel suivant :
- 35 tables
- 200 chaises
- 3 portants à vêtements pour le vestiaire avec 160 cintres

Elle devra être rendue en respectant le rangement correct de ce matériel.

Mairie de Brides-les-Bains
B.P. 32 – Place du Centenaire
73571 Brides-les-Bains Cedex
Tél. : 04 79 55 21 55 / Fax. : 04 79 55 28 91

ARTICLE 3 : ETAT DES LIEUX D'ENTREE ET DE SORTIE

Un état des lieux est joint à la présente convention, établi contradictoirement par la commune et l'utilisateur, avant la remise des clés.

A l'issue de la convention, un état des lieux de sortie sera établi selon les mêmes modalités.

ARTICLE 4 : REMISE DES CLEFS

La commune remet à l'utilisateur dans les 24 heures au plus tard qui précèdent la manifestation, les clés.

Les clés devront être déposées en Mairie aux heures d'ouverture, dans les 24 heures au plus tard qui suivent la manifestation.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION

La présente convention est consentie et acceptée sous les conditions d'utilisation suivantes que l'utilisateur s'oblige à exécuter, à savoir :

5.1. Conditions générales

L'utilisateur prend les locaux mis à disposition dans leur état au jour de l'entrée en jouissance et il usera du tout suivant l'usage sans pouvoir en changer la destination sus indiquée. L'utilisateur doit se conformer aux usages en vigueur et aux règlements de police. Il doit respecter et faire respecter l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif (décret 2006-1386 du 15 novembre 2006). Il doit veiller à ce que la tranquillité des lieux et du voisinage ne soit troublée en aucune manière. Il se charge des éventuels conflits de voisinage du fait de son activité durant toute l'occupation des lieux et ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

L'utilisateur reconnaît avoir reçu l'ensemble des consignes de sécurité liées à l'usage des bâtiments, ainsi qu'avoir désigné un responsable de la sécurité ayant pris connaissance des éléments de sécurité (plan d'évacuation, extincteurs, alarme incendie, lieu pour actionner les trappes de désenfumage, issues de secours...).

5.2. Conditions particulières

L'utilisation de la salle est strictement réglementée. L'utilisateur, s'il s'agit d'une association, s'engage à ne la mettre qu'à disposition de ses adhérents dans le cadre des activités proposées.

Toute utilisation ayant pour but de détourner l'usage défini au précédent alinéa est proscrite. L'inobservation de cette condition entraînera une résiliation immédiate de la présente convention.

5.3. Sous-location

La location, ou sous-location, à titre gracieux ou onéreux, est interdite.

ARTICLE 6 : CAUTION

La caution si prévue dans la délibération est préalable et obligatoire. Elle sert à couvrir, en partie, les frais de réparation ou de remplacement suite à des dégradations ou disparitions éventuelles de matériel. Si son montant est insuffisant, une facture supplémentaire est établie après utilisation de la salle, état des lieux et inventaire.

La caution sert également à couvrir les éventuels frais relatifs au remplacement d'articles de vaisselle cassée, ou encore aux dégradations constatées à l'intérieur de la salle. Elle peut être conservée, en cas de plainte comme les nuisances sonores par le voisinage ou les dégradations constatées aux biens publics environnants (poubelles, containers, lampadaires...). En cas de nettoyage complémentaire au nettoyage normal, de perte de clé ou de badge d'alarme par exemple, le coût réel du remplacement sera prélevé sur la caution.

La Commune s'engage à rendre cette caution au plus tard dans le mois qui suit l'état des lieux de sortie.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260629-D2628-CC
en date du 29/06/2026 ; REFERENCE ACTE : D2628

ARTICLE 7 : RESPONSABILITES - ASSURANCES

La personne signataire, ou l'entité qu'elle représente, s'engage pour l'ensemble des personnes qui accèderont à la salle.

La Commune attire l'attention de l'utilisateur de la nécessité d'assurer la police dans cette salle et ses abords immédiats.

L'utilisateur devra fournir une attestation d'assurance responsabilité civile à la commune à la signature de la présente convention. L'assurance responsabilité civile devra couvrir également les dégâts éventuels causés par les personnes fréquentant cette manifestation à concurrence des dommages. Sa responsabilité locative couvre l'ensemble des risques qu'il peut encourir du fait de son activité, notamment les risques INCENDIE, EXPLOSIONS, DOMMAGES ELECTRIQUES, DÉGÂTS DES EAUX, VOL, BRIS DE GLACE, VANDALISME, TERRORISME, etc... et ce à concurrence de la valeur de reconstruction à dire d'expert de l'immeuble (y compris mobilier, agencement et frais divers).

La personne ayant signé la convention de mise à disposition de la salle est considérée comme responsable, en lieu et place des personnes présentes dans la salle pendant son utilisation.

ARTICLE 8 : TARIFS

Le montant de la location ainsi que le montant de la caution seront payés le jour de la réservation.
Ces tarifs sont fixés par décision du Maire en vigueur.

Caution : 1 500 €
Location : offerte

Les règlements se font par chèque et sont libellés à l'ordre du Trésor Public.

Aucune clé ne sera remise sans les règlements et l'attestation d'assurance responsabilité civile.

ARTICLE 9 : TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Tout recours contentieux contre la présente convention devra s'exercer auprès du Tribunal Administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, 38000 GRENOBLE, Téléphone : 04.76.42.90.00.

Fait à **Brides-les-Bains, le 4 juin 2026**
En deux exemplaires originaux.

L'utilisateur, L
Lu et approuvé
Association Tranquille 26
LOUIS MOULIN

Pour la Commune de Brides-les-Bains,

Le Maire,
Bruno PIDELL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS (SAVOIE)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260625-D2629-CC
en date du 25/06/2026 ; REFERENCE ACTE : D2629

DEPARTEMENT
SAVOIE
CANTON
MOUTIERS
COMMUNE
BRIDES-LES-
BAINS

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

DECISION DU MAIRE

DECISION N°26-29

OBJET : Commune de Brides-les-Bains / Association Energym K'Danse
Convention d'occupation à titre précaire – Salle La Dova – Les lundis de 19h00 à 21h15 du 6 juillet 2026 jusqu'au 17 août 2026 et le 13 et 20 juillet 2026 en salle d'expositions – Postural ball et Zumba

Le Maire,

Vu la délégation accordée par le Conseil Municipal de Brides-les-Bains à Monsieur Bruno PIDEIL, Maire, par délibération n°26.03.22 en date du 21 mars 2026 ;

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son alinéa 5 ;

DECIDE

Article 1 :
La signature d'une convention avec l'Association Energym K'Danse, pour la mise à disposition à titre gratuit de la salle La Dova, située 2 rue Chanoine Joly, les lundis de 19h00 à 21h15 à compter du 6 juillet 2026 jusqu'au 17 août 2026 et le 13 et 20 juillet 2026 en salle d'expositions, afin d'organiser des séances de postural ball et de zumba.

- Tarif : offert
- Caution : 1 500 €

Article 2 :
Les pièces constitutives de cette décision, transmises au contrôle de légalité, seront publiées en annexe de la présente décision dans le registre prévu à cet effet.

Article 3 :
En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rendra compte de cette (ces) décision(s) auprès du Conseil Municipal lors d'une prochaine séance.

Brides-les-Bains, le 18 juin 2026

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS (SAVOIE)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260625-D2629-CC
en date du 25/06/2026 ; REFERENCE ACTE : D2629

brides les bains

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA SALLE MULTI-ACTIVITES DOVA
N° CONVENTION : *2026 – n°14*

Entre,
La Commune de Brides-les-Bains, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Bruno PIDEIL, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 21 mars 2026, ci-dessous dénommée « la commune » ;
d'une part,

Et,
Nom : **DONNET**..... Prénom : **Aurélie**.....
Téléphone fixe :..... Téléphone portable : **06.19.91.63.04**
Adresse postale : **2300 Route de Pralognan – 73350 VILLARD DU PLANAY**
Adresse courriel : **energymkdanse73@gmail.com**.....

Agissant : pour son propre compte ☐
pour le compte de ☒

Nom de l'association ou de l'organisme : **Energym K'danse**
Adresse du siège : **2300 Route de Pralognan – 73350 VILLARD DU PLANAY**
Nom et prénom du Président : **Aurélie DONNET** Téléphone : **06.19.91.63.04**
Adresse du Président : .....

Ci-dessous dénommée « l'utilisateur ;
d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET :
La présente convention a pour objet la mise à disposition à titre précaire d'une salle multi-activités, propriété de la commune, située 2 rue Chanoine Joly à Brides-les-Bains (73570).

La salle sera mise à disposition de l'utilisateur aux dates et heures suivantes : **les lundis de 19h00 à 21h15 à compter du 6 juillet 2026 jusqu'au 17 août 2026 et le 13 et 20 juillet 2026 en salle d'expositions** afin d'organiser des séances de postural ball et de zumba.
Pour des raisons d'intérêt général, la commune pourra suspendre temporairement cette mise à disposition. Elle se réserve la possibilité d'annuler cette mise à disposition jusqu'à 12h00 le jour de l'activité.

ARTICLE 2 : DESIGNATION
La commune met à disposition :
- Le bar et la salle ☒
- Le bar, la salle et la cuisine ☐

La salle est louée avec le matériel suivant :
- 35 tables
- 200 chaises
- 3 portants à vêtements pour le vestiaire avec 160 cintres

Elle devra être rendue en respectant le rangement correct de ce matériel.

Mairie de Brides-les-Bains
B.P. 32 – Place du Centenaire
73571 Brides-les-Bains Cedex
Tél. : 04 79 55 21 55 / Fax. : 04 79 55 28 91

ARTICLE 3 : ETAT DES LIEUX D'ENTREE ET DE SORTIE

Un état des lieux est joint à la présente convention, établi contradictoirement par la commune et l'utilisateur, **avant la remise des clés.**

A l'issue de la convention, un état des lieux de sortie sera établi selon les mêmes modalités.

ARTICLE 4 : REMISE DES CLEFS

La commune remet à l'utilisateur dans les 24 heures au plus tard qui précèdent la manifestation, les clés.

Les clés devront être déposées en Mairie aux heures d'ouverture, dans les 24 heures au plus tard qui suivent la manifestation.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION

La présente convention est consentie et acceptée sous les conditions d'utilisation suivantes que l'utilisateur s'oblige à exécuter, à savoir :

5.1. Conditions générales

L'utilisateur prend les locaux mis à disposition dans leur état au jour de l'entrée en jouissance et il usera du tout suivant l'usage sans pouvoir en changer la destination sus indiquée. L'utilisateur doit se conformer aux usages en vigueur et aux règlements de police. Il doit respecter et faire respecter l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif (décret 2006-1386 du 15 novembre 2006). Il doit veiller à ce que la tranquillité des lieux et du voisinage ne soit troublée en aucune manière. Il se charge des éventuels conflits de voisinage du fait de son activité durant toute l'occupation des lieux et ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

L'utilisateur reconnaît avoir reçu l'ensemble des consignes de sécurité liées à l'usage des bâtiments, ainsi qu'avoir désigné un responsable de la sécurité ayant pris connaissance des éléments de sécurité (plan d'évacuation, extincteurs, alarme incendie, lieu pour actionner les trappes de désenfumage, issues de secours...).

5.2. Conditions particulières

L'utilisation de la salle est strictement réglementée. L'utilisateur, s'il s'agit d'une association, s'engage à ne la mettre qu'à disposition de ses adhérents dans le cadre des activités proposées.

Toute utilisation ayant pour but de détourner l'usage défini au précédent alinéa est proscrite. L'inobservation de cette condition entraînera une résiliation immédiate de la présente convention.

5.3. Sous-location

La location, ou sous-location, à titre gracieux ou onéreux, est interdite.

5.4 Astreinte technique

En cas de problème technique uniquement (chaufferie, ventilation, coupure d'électricité...), la personne d'astreinte peut être contactée pour effectuer un dépannage dans la demi-heure. L'astreinte technique n'est pas là pour traiter l'utilisation des matériels de la DOVA (appareils de cuisine, sono...).

La personne d'astreinte est joignable au 06.32.26.63.31.

ARTICLE 6 : CAUTION

La caution si prévue dans la délibération est préalable et obligatoire. Elle sert à couvrir, en partie, les frais de réparation ou de remplacement suite à des dégradations ou disparitions éventuelles de matériel. Si son montant est insuffisant, une facture supplémentaire est établie après utilisation de la salle, état des lieux et inventaire.

La caution sert également à couvrir les éventuels frais relatifs au remplacement d'articles de vaisselle cassée, ou encore aux dégradations constatées à l'intérieur de la salle. Elle peut être conservée, en cas de plainte comme les nuisances sonores par le voisinage ou les dégradations constatées aux biens publics environnants (poubelles, containers, lampadaires...). En cas de nettoyage complémentaire au nettoyage normal, de perte de clé ou de badge d'alarme par exemple, le coût réel du remplacement sera prélevé sur la caution.

La Commune s'engage à rendre cette caution au plus tard dans le mois qui suit l'état des lieux de sortie.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITES - ASSURANCES

La personne signataire, ou l'entité qu'elle représente, s'engage pour l'ensemble des personnes qui accèderont à la salle.

La Commune attire l'attention de l'utilisateur de la nécessité d'assurer la police dans cette salle et ses abords immédiats.

L'utilisateur devra **fournir une attestation d'assurance responsabilité civile à la commune à la signature de la présente convention**. L'assurance responsabilité civile devra couvrir également les dégâts éventuels causés par les personnes fréquentant cette manifestation à concurrence des dommages. Sa responsabilité locative couvre l'ensemble des risques qu'il peut encourir du fait de son activité, notamment les risques INCENDIE, EXPLOSIONS, DOMMAGES ELECTRIQUES, DÉGÂTS DES EAUX, VOL, BRIS DE GLACE, VANDALISME, TERRORISME, etc... et ce à concurrence de la valeur de reconstruction à dire d'expert de l'immeuble (y compris mobilier, agencement et frais divers).

La personne ayant signé la convention de mise à disposition de la salle est considérée comme responsable, en lieu et place des personnes présentes dans la salle pendant son utilisation.

ARTICLE 8 : TARIFS

Le montant de la location ainsi que le montant de la caution seront payés le jour de la réservation.
Ces tarifs sont fixés par décision du Maire en vigueur.

Caution : 1 500 €
Location : offerte

Les règlements se font par chèque et sont libellés à l'ordre du Trésor Public.

Aucune clé ne sera remise sans les règlements et l'attestation d'assurance responsabilité civile.

ARTICLE 9 : TRIBUNAL ADMINISTRATIF
Tout recours contentieux contre la présente convention devra s'exercer auprès du Tribunal Administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, 38000 GRENOBLE, Téléphone : 04.76.42.90.00.

Fait à **Brides-les-Bains**, le **18 juin 2026**
En deux exemplaires originaux.

L'utilisateur,
Lu et approuvé
La Présidente,
Aurélie DONNET

Pour la Commune de Brides-les-Bains,

Le Maire,
Bruno PIDELL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS (SAVOIE)

R CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260720-D2630-CC
n date de : 20/07/2026 REFERENCE ACTE : D2630

DEPARTEMENT
SAVOIE
CANTON
MOUTIERS
COMMUNE
BRIDES-LES-
BAINS

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

DECISION DU MAIRE

DECISION N°26-30

OBJET : Commune de Brides-les-Bains / Association Extrême
Convention d'occupation à titre précaire – Salle La Dova – le mardi 28 juillet 2026 – Pièce de théâtre

Le Maire,

Vu la délégation accordée par le Conseil Municipal de Brides-les-Bains à Monsieur Bruno PIDEIL, Maire, par délibération n°26.03.22 en date du 21 mars 2026 ;

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son alinéa 5 ;

DECIDE

Article 1 :
La signature d'une convention avec l'Association Extrême, pour la mise à disposition à titre payant de la salle La Dova, située 2 rue Chanoine Joly, le mardi 28 juillet 2026, afin d'organiser une pièce de théâtre.

- Tarif : 250 €
- Caution : 1 500 €

Article 2 :
Les pièces constitutives de cette décision, transmises au contrôle de légalité, seront publiées en annexe de la présente décision dans le registre prévu à cet effet.

Article 3 :
En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rendra compte de cette (ces) décision(s) auprès du Conseil Municipal lors d'une prochaine séance.

Brides-les-Bains, le 19 juin 2026

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS (SAVOIE)

R CONTROLE DE LEGALITE : 073-217300573-20260720-D2630-CC
n date du 20/07/2026 ; REFERENCE ACTE : D2630

22

brides les bains

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA SALLE MULTI-ACTIVITES DOVA
N° CONVENTION : *2026 – n°15*

Entre,
La Commune de Brides-les-Bains, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Bruno PIDEIL, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 5 juin 2020, ci-dessous dénommée « la commune » ;
d'une part,

Et,
Nom : PERREVE Prénom : Sylvie
Téléphone fixe : Téléphone portable : 06 83 59 80 79
Adresse postale : 169 rue de la fontaine 73730 St paul / Isère
Adresse courriel : asextremelame@hotmail.fr

Agissant : pour son propre compte ☐
pour le compte de ☒

Nom de l'association ou de l'organisme : **Association Extrême**
Adresse du siège : **10 Route de l'Arlandaz – 73200 ALBERTVILLE**
Nom et prénom du Président : **Sylvie PERREVE** (organisateur) Téléphone : **06.83.59.80.79**
Adresse du Président : COUTAZ Charline 06 73 58 84 54

Ci-dessous dénommée « l'utilisateur ;
d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET :
La présente convention a pour objet la mise à disposition à titre précaire d'une salle multi-activités, propriété de la commune, située 2 rue Chanoine Joly à Brides-les-Bains (73570).

La salle sera mise à disposition de l'utilisateur aux dates et heures suivantes : **le mardi 28 juillet 2026** afin d'organiser une pièce de théâtre.

ARTICLE 2 : DESIGNATION
La commune met à disposition :
- Le bar et la salle ☒
- Le bar, la salle et la cuisine ☐

La salle est louée avec le matériel suivant :
- 35 tables
- 200 chaises
- 3 portants à vêtements pour le vestiaire avec 160 cintres

Elle devra être rendue en respectant le rangement correct de ce matériel.

ARTICLE 3 : ETAT DES LIEUX D'ENTREE ET DE SORTIE

Un état des lieux est joint à la présente convention, établi contradictoirement par la commune et l'utilisateur, **avant la remise des clés.**

A l'issue de la convention, un état des lieux de sortie sera établi selon les mêmes modalités.

ARTICLE 4 : REMISE DES CLEFS

La commune remet à l'utilisateur dans les 24 heures au plus tard qui précèdent la manifestation, les clés.

Les clés devront être déposées en Mairie aux heures d'ouverture, dans les 24 heures au plus tard qui suivent la manifestation.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION

La présente convention est consentie et acceptée sous les conditions d'utilisation suivantes que l'utilisateur s'oblige à exécuter, à savoir :

5.1. Conditions générales

L'utilisateur prend les locaux mis à disposition dans leur état au jour de l'entrée en jouissance et il usera du tout suivant l'usage sans pouvoir en changer la destination sus indiquée. L'utilisateur doit se conformer aux usages en vigueur et aux règlements de police. Il doit respecter et faire respecter l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif (décret 2006-1386 du 15 novembre 2006). Il doit veiller à ce que la tranquillité des lieux et du voisinage ne soit troublée en aucune manière. Il se charge des éventuels conflits de voisinage du fait de son activité durant toute l'occupation des lieux et ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

L'utilisateur reconnaît avoir reçu l'ensemble des consignes de sécurité liées à l'usage des bâtiments, ainsi qu'avoir désigné un responsable de la sécurité ayant pris connaissance des éléments de sécurité (plan d'évacuation, extincteurs, alarme incendie, lieu pour actionner les trappes de désenfumage, issues de secours...).

5.2. Conditions particulières

L'utilisation de la salle est strictement réglementée. L'utilisateur, s'il s'agit d'une association, s'engage à ne la mettre qu'à disposition de ses adhérents dans le cadre des activités proposées.

Toute utilisation ayant pour but de détourner l'usage défini au précédent alinéa est proscrite. L'inobservation de cette condition entraînera une résiliation immédiate de la présente convention.

5.3. Sous-location

La location, ou sous-location, à titre gracieux ou onéreux, est interdite.

5.4 Astreinte technique

En cas de problème technique uniquement (chaufferie, ventilation, coupure d'électricité...), la personne d'astreinte peut être contactée pour effectuer un dépannage dans la demi-heure. L'astreinte technique n'est pas là pour traiter l'utilisation des matériels de la DOVA (appareils de cuisine, sono...).

La personne d'astreinte est joignable au 06.32.26.63.31.

ARTICLE 6 : CAUTION

La caution si prévue dans la délibération est préalable et obligatoire. Elle sert à couvrir, en partie, les frais de réparation ou de remplacement suite à des dégradations ou disparitions éventuelles de matériel. Si son montant est insuffisant, une facture supplémentaire est établie après utilisation de la salle, état des lieux et inventaire.

La caution sert également à couvrir les éventuels frais relatifs au remplacement d'articles de vaisselle cassée, ou encore aux dégradations constatées à l'intérieur de la salle. Elle peut être conservée, en cas de plainte comme les nuisances sonores par le voisinage ou les dégradations constatées aux biens publics environnants (poubelles, containers, lampadaires...). En cas de nettoyage complémentaire au nettoyage normal, de perte de clé ou de badge d'alarme par exemple, le coût réel du remplacement sera prélevé sur la caution.

La Commune s'engage à rendre cette caution au plus tard dans le mois qui suit l'état des lieux de sortie.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITES - ASSURANCES

La personne signataire, ou l'entité qu'elle représente, s'engage pour l'ensemble des personnes qui accèderont à la salle.

La Commune attire l'attention de l'utilisateur de la nécessité d'assurer la police dans cette salle et ses abords immédiats.

L'utilisateur devra **fournir une attestation d'assurance responsabilité civile à la commune à la signature de la présente convention**. L'assurance responsabilité civile devra couvrir également les dégâts éventuels causés par les personnes fréquentant cette manifestation à concurrence des dommages. Sa responsabilité locative couvre l'ensemble des risques qu'il peut encourir du fait de son activité, notamment les risques INCENDIE, EXPLOSIONS, DOMMAGES ELECTRIQUES, DÉGÂTS DES EAUX, VOL, BRIS DE GLACE, VANDALISME, TERRORISME, etc... et ce à concurrence de la valeur de reconstruction à dire d'expert de l'immeuble (y compris mobilier, agencement et frais divers).

La personne ayant signé la convention de mise à disposition de la salle est considérée comme responsable, en lieu et place des personnes présentes dans la salle pendant son utilisation.

ARTICLE 8 : TARIFS

Le montant de la location ainsi que le montant de la caution seront payés le jour de la réservation.
Ces tarifs sont fixés par décision du Maire en vigueur.

Caution : 1 500 €
Location : 250 €

Les règlements se font par chèque et sont libellés à l'ordre du Trésor Public.

Aucune clé ne sera remise sans les règlements et l'attestation d'assurance responsabilité civile.

ARTICLE 9 : TRIBUNAL ADMINISTRATIF
Tout recours contentieux contre la présente convention devra s'exercer auprès du Tribunal Administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, 38000 GRENOBLE, Téléphone : 04.76.42.90.00.

Fait à **Brides-les-Bains**, le 19/06/2026
En deux exemplaires originaux.

L'utilisateur,
Lu et approuvé

Pour la Commune de Brides-les-Bains,

Le Maire,
Bruno PIDEIL

MAIRIE DE BRIDES LES BAINS (SAVOIE)